

Une digue vers l'Europe ?

La situation sécuritaire et la présence norvégienne au Mali

Mie Thode Poulsen



Masteroppgave i fransk områdekunnskap (30)
Institutt for litteratur, områdestudier og europeiske språk
Det humanistiske fakultet

UNIVERSITET I OSLO

Høsten 2018

Qui court après le temps perdu n'attrape que du vent

Proverbe malien

© Mie Thode Poulsen

2018

« Une digue vers l'Europe ?

La situation sécuritaire et la présence norvégienne au Mali »

Mie Thode Poulsen

<http://www.duo.uio.no/>

Trykk: Representeren, Universitetet i Oslo

Remerciements

Je tiens d'abord à témoigner ma gratitude à ma Directrice de mémoire, Kjerstin Aukrust. Toujours efficace et à l'écoute, je la remercie de m'avoir encadrée, orientée, aidée et conseillée, j'en suis et j'en resterai reconnaissante.

Mes sincères remerciements vont également à tous les intervenants et toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs conseils et leurs critiques ont nourri mes réflexions et ont accepté de me rencontrer, ainsi que de répondre à toutes mes questions. Je remercie en particulier Anne Breivik de la Fondation Stromme, Moira Eknes de CARE Norvège et Riborg Knudsen de l'Aide de l'Église Norvégienne, ainsi que de nombreux employés du Ministère des Affaires étrangères de Norvège.

Méritant aussi mes remerciements profonds, sont ma famille et mes amis pour leur soutien et leur amitié. Merci à Thomas, pour sa patience que j'admire, et sa confiance en moi. Merci à Stef pour sa chambre d'hôtes toujours ouverte, à Elisabeth pour sa générosité et ses conseils, et à Ida pour m'avoir tenu compagnie durant la rédaction de ce mémoire. Un grand merci à Virginie aussi, pour ses conseils linguistiques et pour avoir consacré son temps à la relecture de ce mémoire. Finalement je tiens à remercier Ingse, ma famille d'accueil à Sogoniko, ainsi que mes amis à Bamako. Mes aventures au Mali – quand la paix y régnait – se sont réalisées grâce à eux.

Sigles et abréviations

AEN Aide de l'Église norvégienne (KN Kirkens Nødhjelp)

ATT Amadou Toumani Touré

AQMI Al-Qaeda au Maghreb islamique

AVEC Association Villageoise d'Épargne et de Crédit

CÉDÉAO Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest

CMA Coordination des mouvements de l'Azawad

CMMF Community Managed Microfinance

FLM Front de libération de Macina

FLNA Front de Libération Nationale de l'Azawad

GATIA Groupe autodéfense Touareg Imghad et alliés

GCoZA Groupe de Coordination des Zones Arides

HCUA Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad

IBK Ibrahim Boubacar Keïta

IDH indice de développement humain

KN Kirkens Nødhjelp (AEN Aide de l'Église norvégienne)

MAA Mouvement Arabe de l'Asawad

MAN Mouvement National de l'Azawad

MIA Mouvement Islamique de l'Azawad

MGF Mutilation Génitale Féminine

MNLA Mouvement National pour la Libération de l'Asawad

MTNM Mouvement Touareg du Nord-Mali

MUJAO Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest

OCED Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OCHA United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

ONG Organisation non-gouvernementale

ONU Organisation des Nations unies

OSI Organisation de solidarité internationale

OTAN Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

SSA/P Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle

SSE Programme Sahel-Soudan-Ethiopie

Carte 1 Le Territoire du Mali



Map No. 4231 Rev. 3 UNITED NATIONS
March 2013

Department of Field Support
Geographic Section

Table des matières

1	Introduction	1
1.1	Objectifs du mémoire	2
1.2	« État fragile », un concept théorique	3
1.3	Sources et méthodes	5
1.4	Structure du mémoire	7
2	Le Mali	9
2.1	Géographie et économie	9
2.2	Population et diversité	11
2.3	Politique et religion	12
2.4	Histoire	14
2.4.1	Des grands empires à la conquête française	14
2.4.2	De la domination française à l'indépendance	15
2.4.3	2012 « Annus horribilis »	18
3	La situation sécuritaire	21
3.1	Variations géographiques et régionales	21
3.2	Des groupes armés	22
3.2.1	Des groupes séparatistes à base d'ethnicité	23
3.2.2	Des milices pro-gouvernementales	24
3.2.3	Des groupes djihadistes	25
4	La présence humanitaire norvégienne	28
4.1	Les OSI norvégiennes	28
4.1.1	L'Aide de l'Église Norvégienne	29
4.1.2	CARE Norvège	32
4.1.3	La Fondation Stromme	34

5	La présence politique norvégienne.....	37
5.1	La stratégie envers les États fragiles.....	37
5.1.1	Orientations applicables à la politique étrangère et de sécurité norvégienne	38
5.1.2	Cadre stratégique d'action de la Norvège dans les États et régions fragiles.....	40
5.1.3	Stratégie norvégienne pour le Sahel.....	42
5.2	MINUSMA.....	43
5.3	L'Ambassade norvégienne	44
	Conclusion.....	48
	Bibliographie.....	50

1 Introduction

Situé en Afrique de l'ouest, dans le Sahel où la sécheresse a frappé fort dans les années 80, le Mali a lancé un appel d'aide d'urgence à la communauté internationale en 1984, un appel auquel des organisations de solidarité internationale (OSI)¹ du monde entier, y compris la Norvège, ont répondu immédiatement. Malgré cette attention, ainsi que sa figuration constante parmi les pays les plus pauvres au monde, le Mali a été un pays dont on entendait relativement peu parler pendant des décennies. Avec la radicalisation de certains groupes musulmans dans les années 2000, la situation sécuritaire mondiale a changé : en effet, elle est devenue plus grave et plus imprévisible. Au Mali, la situation sécuritaire a radicalement changé en 2012, suite à la chute du régime Kadhafi en Libye, une chute à laquelle la Norvège a participé militairement en tant que membre de l'OTAN. Depuis, le Mali est de nouveau au cœur de l'actualité à cause d'une crise quasiment « omniprésente » : le Mali peut désormais être défini comme un « État fragile », menacé par des séparatistes, des djihadistes, des terroristes et une criminalité en hausse. A cela s'ajoutent d'autres problèmes sociaux, notamment liés à la pauvreté et aux changements climatiques.

Cette situation est alarmante à plusieurs niveaux : elle a d'abord des conséquences nationales pour les Maliens, mais la sécurité dans le Sahel est également dans l'intérêt de la communauté internationale, qui investit des sommes énormes² dans des opérations militaires au Mali, dans le but de stabiliser la région. Le Président de la République malienne, Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, suggère fortement que l'investissement dans la protection du Mali est un investissement dans la sécurité de l'Europe : « le Mali est une digue et [...], si cette digue rompt, l'Europe sera submergée. Le Mali n'est qu'un lieu de passage et d'aguerrissement pour des forces négatives qui, en réalité, visent le Maghreb et l'Europe » (Soudan, 2017). A-t-il raison et est-ce que cela pourrait expliquer pourquoi l'engagement norvégien a eu plus d'ampleur ces dernières années ?

¹ Nous utilisons ici le terme d'OSI qui a actuellement tendance à remplacer le terme d'ONG (organisation non-gouvernementale). Le terme d'ONG, remontant à 1946, n'est plus suffisamment précis pour définir les organisations ou les associations agissant spécifiquement dans le domaine de la solidarité internationale, puisqu'il regroupe également des acteurs opérant dans le domaine politique, économique ou environnemental. Le terme d'ONG apparaîtra toutefois dans ce mémoire, soit parce que nous l'utilisons pour désigner des organisations nationales ou non-globales, soit dans des citations, étant donné que le terme d'OSI n'est pas encore universellement adopté.

² Par exemple, l'opération Barkane, menée par l'armée française visant à lutter contre les djihadistes au Sahel, coûte environ 1 million d'euro à la France par jour (Soudan, 2017).

En effet, l'engagement humanitaire norvégien, présent depuis 1984, a été accompagné par un engagement politique venu plus tard, et devenu plus important ces dernières années. Celui-ci s'est notamment exprimé le 27 février 2018, lors d'une conférence de presse suite à la rencontre à Paris entre le Président de la République Emmanuel Macron et la Première ministre norvégienne, Erna Solberg. C'est à cette occasion que cette dernière a déclaré que la France et la Norvège ont convenu que la situation dans les régions du Sahel nécessite plus d'attention. Elle a notamment choisi d'accentuer le fait que la Norvège a renforcé son engagement dans la région avec plusieurs éléments : l'ouverture récente de l'ambassade norvégienne dans la capitale malienne, la coopération bilatérale renforcée avec le Mali et le Niger, l'engagement renouvelé dans la force de l'ONU au Mali, MINUSMA, et une contribution de plus de 1,5 million d'euros à la force interarmée du G5³ (Solberg, 2018).

1.1 Objectifs du mémoire

L'objectif de cette étude est d'analyser l'engagement norvégien au Mali depuis bientôt 40 ans, et de voir son évolution à la lumière de la situation sécuritaire du pays. Le but est également d'expliquer pourquoi la Norvège s'engage maintenant à plusieurs niveaux. Comme nous venons de le constater, la présence humanitaire a au fil du temps été accompagnée par un engagement politique et militaire, et la Norvège a même décidé d'ouvrir une ambassade francophone en Afrique subsaharienne pour la première fois depuis 1964⁴, justement dans la capitale malienne.

Notre problématique principale est la suivante : comment la présence norvégienne au Mali s'est-elle manifestée au fil des années, et pourquoi a-t-elle subsisté pendant presque quarante ans ? Ces questions nous semblent non seulement intéressantes d'un point de vue historique, mais elles sont également d'actualité, étant donné l'ouverture récente d'une ambassade

³ Le G5 Sahel ou G5S est un cadre institutionnel pour la coordination de la coopération régionale concernant les politiques de développement et les questions de sécurité en Afrique de l'Ouest. Il a été formé le 16 février 2014 à Nouakchott, en Mauritanie, lors d'un sommet de cinq pays du Sahel : le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Il a adopté une convention d'établissement le 19 décembre 2014 et siège en permanence en Mauritanie. La coordination est organisée à différents niveaux. L'aspect militaire est coordonné par les chefs d'état-major des différents pays. Le but du G5 Sahel est de renforcer le lien entre le développement économique et la sécurité, et de lutter ensemble contre la menace des organisations djihadistes opérant dans la région (G5sahel.org, 2015).

⁴ La Norvège a ouvert une ambassade à Abidjan en Côte d'Ivoire en 1964, mais celle-ci a dû fermer en 2011 pour des raisons de sécurité (L'Ambassade norvégienne à Accra, s.d.).

norvégienne à Bamako. Nous chercherons donc également à comprendre les raisons de cette décision diplomatique, reflétant un investissement politique de plus en plus renforcé.

Le titre de ce mémoire est « Une digue vers l'Europe ? La situation sécuritaire et la présence norvégienne au Mali ». Nous avons choisi de mettre la citation du président malien en exergue, car elle est liée à notre hypothèse principale. En effet, notre hypothèse est que la présence norvégienne au Mali, qui a pris de l'ampleur ces dernières années, est à mettre en relation avec la situation sécuritaire du pays : sans un effort européen considérable au Mali et au Sahel, l'Europe devrait faire face à un flux important de réfugiés dans un avenir proche. La Norvège souhaite donc contribuer à ce que la digue malienne ne brise pas, notamment pour protéger ses propres intérêts.

1.2 « État fragile », un concept théorique

Dans ce mémoire, nous considérons le Mali comme un « État fragile », un concept théorique relativement récent, datant des discours des institutions nationales et internationales, dans les premières années du 21^e siècle. Dans les milieux universitaires, parmi les détenteurs du pouvoir et dans la société en général, le thème et la terminologie des États « en déroute », « faillis », « faibles » ou « fragiles » ont souvent fait débat. Ces termes sont controversés, et il faut veiller à ne pas ignorer ses propres biais normatifs concernant la gouvernance « idéale », ainsi que sa propre compréhension limitée des causes profondes des conflits violents (Brock, Holm & Sorenson, 2012).

Dans leur livre *Fragile States*, Brock et al. fournissent une analyse des origines historiques de « la fragilité » de l'État, des caractéristiques « fondamentales » qui définissent un État fragile et de la relation entre la fragilité de l'État et les conflits violents. Ils soutiennent que diverses forces historiques et externes ont influencé les trajectoires des États fragiles, ce qui explique en partie pourquoi ils préfèrent utiliser le concept de « fragile » plutôt que celui d'« en déroute » ou de « faible »⁵. Malgré les arguments concernant les connotations normatives et impérialistes du terme « fragilité », le concept reste valable car il décrit une réalité empirique. En effet, chez Brock et al., la fragilité se caractérise d'abord par l'incapacité d'un État à maintenir le monopole exclusif de l'usage légitime de la force physique sur un territoire, un problème auquel l'État du Mali fait souvent face. Deuxièmement, un État fragile se définit par

⁵ Les termes utilisés en anglais sont *failed* et *weak*.

l'absence d'une économie nationale cohérente, capable d'assurer le bien-être de l'État. Troisièmement, il se distingue par l'absence de « l'idée » de « l'État » entre ses membres, soit comme un idéal émotionnel, soit comme un système de citoyens et d'institutions. Ceci conduit à une dépendance à d'autres formes de « communautés », comme des groupes religieux ou ethniques par exemple. Ces derniers points nous semblent importants, puisqu'ils correspondent bien à la situation actuelle au Mali.

Selon Jean Denis Mouton, professeur de droit public, le concept d'« État fragile » relie la préoccupation du développement, dans une économie globale, à une préoccupation sécuritaire dans le monde de l'après 11 septembre 2001 :

[L]es États ayant un potentiel important de conflits pouvant contaminer la sécurité internationale mais aussi l'économie mondiale, il faut les considérer en tant que tels pour adopter une stratégie adaptée (Mouton, 2012 : 8).

En réalité, les États fragiles constituent souvent un groupe diversifié de pays touchés par les conflits, l'instabilité politique et/ou l'extrême vulnérabilité. Le printemps arabe, qui se réfère aux émeutes, protestations et guerres civiles éclatant dans les pays arabes depuis décembre 2010, a conduit à un plus grand nombre d'États fragiles ces dernières années (Feeny, Posso & Regan-Beasley, 2015). Le printemps arabe était notamment précurseur de la chute de Kadhafi, qui a fini par déséquilibrer le Mali. Alors que la fragilité de l'État est universellement reconnue comme un problème d'importance primordiale, les causes spécifiques de la fragilité sont relativement peu connues et comprises. On reconnaît toutefois de plus en plus que la nature de la fragilité varie considérablement d'un pays à l'autre, et qu'elle a de nombreux facteurs moteurs (Vallings & Moreno-Torres dans Feeny et. al., 2015). En ce qui concerne le cas du Mali, on reconnaît sa fragilité à travers plusieurs problèmes chroniques : sa figuration invariable parmi les pays les moins avancés au monde, sa pauvreté ainsi que de graves épisodes de sécheresse, générant de grandes inégalités, particulièrement entre le sud et le nord marginalisé, ainsi que des tensions ethniques. Malgré le support militaire et civil international, l'État malien continue à lutter contre l'insécurité, le djihadisme et le crime organisé.

Au cours de la décennie précédant 2012, le Mali était souvent présenté comme un exemple positif de gouvernance démocratique que les donateurs étaient heureux de soutenir. Cependant, les événements liés à la situation sécuritaire de 2012 ont servi de « réveil », modifiant considérablement l'engagement des donateurs et le contexte de l'aide au développement. Les événements de 2012 ont changé à la fois la réalité et la perception de la

stabilité du Mali. Le Mali a chuté de la 79^e à la 38^e place sur l'Indice des États fragiles entre 2012 et 2013, et son classement n'a fait que tomber chaque année, pour atteindre la 29^e place en 2016 (Norad, 2018).

1.3 Sources et méthodes

Les résultats de notre travail se basent sur des publications scientifiques sur le sujet, ainsi que de nombreux sites internet des OSI, des ambassades et des ministères, des centres de recherche et de différentes organisations norvégiennes, maliennes, françaises et internationales. Des articles provenant de journaux africains et européens ont également été consultés. Nous nous sommes servis des informations fournies par Landinfo⁶, entre autres et en particulier, pour la présentation de groupes armés. Tout au long de notre travail, nous nous sommes efforcés d'utiliser un grand éventail de sources, et de vérifier la fiabilité de celles-ci. Nous sommes conscients que les sites internet aussi bien que les documents politiques consultés ne sont pas neutres, et nous avons essayé de les lire avec un œil critique.

Nous avons également eu le plaisir de pouvoir discuter avec des représentants des OSI norvégiennes, avec qui nous avons conduit des entretiens informels sur la question de l'engagement norvégien au Mali. Ces entretiens ont été menés selon les principes présentés par Holter et Kalleberg dans *Kvalitative metoder i samfunnsforskning*. Avec Riborg Knudsen de l'Aide de l'Église Norvégienne (AEN)⁷, stationnée à Bamako, nous avons communiqué par courriel et téléphone le 9 février, le 30 mai et une dernière fois le 16 juillet 2018. Elle a également eu la courtoisie de nous fournir des documents internes. Quant à Moira Eknes de CARE Norvège, nous l'avons rencontrée en personne à Oslo, le 16 février 2018. L'entretien avec Anne Breivik de la Fondations Stromme⁸ s'est fait par Skype le 27 février 2018. Tous nos échanges ont été enregistrés avec la permission des personnes interrogées. Ces entretiens

⁶ Landinfo est le centre norvégien d'information sur les pays d'origine des immigrés venant en Norvège. C'est un organisme indépendant des autorités d'immigration norvégiennes. Il fournit des informations sur le pays d'origine à la Direction norvégienne de l'immigration (Utlendingsdirektoratet - UDI), au Conseil d'appel de l'immigration (Utlendingsnemnda - UNE) et au Ministère norvégien de la justice et de la sécurité publique. Les rapports produits par Landinfo sont basés sur des informations provenant de sources soigneusement sélectionnées. Les informations sont collectées et analysées selon une méthodologie commune pour le traitement des pays d'origines et des directives internes de Landinfo sur l'analyse des sources et des informations (Landinfo 2016a). Plus d'information (en norvégien ou en anglais) ici : <https://landinfo.no/om-oss/>

⁷AEN porte le nom Kirkens Nødhjelp (KN) en norvégien, ainsi que le nom Norwegian Church Aid (NCA) en anglais.

⁸ La Fondation Stromme est connue comme sous le nom Strømmestiftelsen en Norvège.

ont ouvert de nouvelles perspectives relatives à notre recherche, et nous ont permis de soulever de nouvelles questions concernant l'engagement norvégien au Mali ainsi que la situation sécuritaire dans le pays. De même, nous avons été en contact avec plusieurs représentants du Ministère des Affaires étrangères de Norvège, parmi lesquels il convient tout particulièrement de mentionner Tijana Nilsen, Conseillère principale de la Section pour la Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Ouest, ainsi que Synne Bjørnrå, Conseillère à l'Ambassade de Norvège à Bamako.

Le 17 mars 2018, nous avons assisté à l'une des quatre conférences sur des conflits oubliés, notamment celui du Mali, tenue par Jenny Lorentzen, doctorante à PRIO⁹ et à l'Université de Lund. Son discours s'est avéré fructueux pour notre compréhension de la complexité de la situation sécuritaire et des groupes armés au Mali. Le 10 avril 2018, nous avons également participé à un séminaire sur les expériences de l'aide humanitaire au Mali, organisé par Norad¹⁰, auquel ont assisté l'Envoyée spéciale Merete Lundemo, de la Section pour la Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Ouest, et le chercheur Morten Bøås de NUPI¹¹. Ce dernier a également contribué à un autre séminaire sur la sécurité alimentaire et le développement dans le Sahel, organisé par Noragric¹² le 23 avril 2018, auquel nous étions également présents. Lors des deux séminaires, Morten Bøås a répété que « tout le monde sait que la vraie raison pour l'engagement européen et norvégien dans le Sahel, c'est la peur des migrations en provenance de l'Afrique ». Qu'un chercheur avec de nombreuses années d'expérience dans le domaine, dans un cadre public, mais néanmoins informel, fasse de telles déclarations, nous semble aussi intéressant que ce que l'on peut trouver dans les documents politiques. Nous l'avons également contacté par courriel, et Bøås a rajouté que ce qu'il a dit n'est pas nécessairement à trouver dans ce qu'il appelle « les initiatives européennes et norvégiennes ». Cependant, les messages y sont de manière indirecte, surtout dans les documents européens, mais également dans les norvégiens, comme nous le verrons par la suite.

⁹ PRIO, The Peace Research Institute Oslo, est un institut de recherche indépendant sur la paix et les conflits.

¹⁰ Norad (l'Agence norvégienne de coopération pour le développement) est une organisation qui dépend du Ministère norvégien des Affaires étrangères. L'Agence agit en tant que centre d'expertise et transfère également des fonds substantiels à des ONG, qui sont des partenaires essentiels pour l'action norvégienne en faveur du développement.

¹¹ NUPI (Institut norvégien sur les affaires internationales) est un organe administratif de l'État ainsi qu'une organisation de recherche, créée afin de promouvoir une meilleure compréhension des problèmes internationaux. Morten Bøås y tient le titre de « seniorforsker ».

¹² Noragric est le Département des études internationales sur l'environnement et le développement, à la Faculté du paysage et de la société à NMBU (l'Université norvégienne pour les sciences de la vie).

Parmi tous ces documents, nous avons choisi d'analyser les trois documents politiques que nous estimons les plus importants, concernant la stratégie norvégienne envers les États fragiles et l'engagement au Mali : *Orientations applicables à la politique étrangères et de sécurité norvégienne*, *Cadre stratégique d'action de la Norvège dans les États et régions fragiles* et *Stratégie norvégienne pour le Sahel*¹³. Ces documents, publiés par le Ministère des Affaires étrangères, sont primordiaux pour comprendre le discours norvégien officiel sur le Mali, mais il nous semble important de garder une certaine distance critique dans leur lecture. En effet, ces documents sont souvent dominés par une rhétorique opaque, les objectifs semblent parfois flous et il faut souvent lire en filigrane pour déceler le contenu pertinent.

1.4 Structure du mémoire

Avant d'entreprendre l'analyse de la présence norvégienne au Mali, il nous semble important de présenter ce pays plus en détail. Nous allons donc décrire le Mali à travers sa situation géographique, sa diversité démographique ainsi que son histoire, qui, d'un côté a formé un peuple digne et fier, et de l'autre a créé un État avec de nombreux traits de fragilité. Dans un deuxième temps seront abordés la situation sécuritaire ainsi que les principaux groupes armés ayant un rôle dans le conflit. Ensuite sera évoquée la présence de trois OSI norvégiennes, à savoir L'AEN, CARE Norvège et la Fondation Stromme, leurs origines et leur histoire sur le terrain malien, ainsi que leurs travaux et leurs ambitions. Puis nous aborderons la présence politique norvégienne à travers les stratégies norvégiennes adaptées pour les États fragiles, ainsi que la présence militaire et l'ouverture de l'ambassade à Bamako.

Nous avons choisi de limiter ce mémoire à une partie parmi d'autres de l'engagement humanitaire, ainsi que l'engagement politique norvégien. Nous sommes conscients du fait qu'il existe d'autres OSI norvégiennes au Mali, ainsi que des missions évangéliques et de nombreux projets de recherche sous les auspices de différentes universités norvégiennes. Tout comme Norad et l'aide bilatérale, qui constituent un autre aspect important et intéressant de l'engagement norvégien au Mali depuis des décennies, ces projets ne seront pas évoqués dans cette étude. Une analyse des directives européennes et internationales derrière les stratégies norvégiennes aurait également été intéressante, mais nous nous sommes limités au niveau

¹³ *Veivalg i norsk utenriks- og sikkerhetspolitikk, Strategisk rammeverk for norsk innsats i sårbare stater og regioner* et *Strategi for norsk innsats i Sahelregionen*. Nous tenons à souligner que les traductions de ces documents ne sont pas les nôtres, mais celles du Ministère des Affaires étrangères de Norvège.

national. Concernant la décision d'ouvrir ambassade norvégienne à Bamako, nous avons essayé d'avoir accès aux documents politiques internes, pour en savoir plus, sans réussir. Par ailleurs, nous avons choisi de ne pas tenir compte des entreprises privées norvégiennes au Mali.

2 Le Mali

Mesurant deux fois et demie la taille de la France, le Mali constitue un territoire important, aussi bien en grandeur qu'en diversité. Dans ce chapitre nous allons proposer un aperçu géographique et économique avant d'aborder la démographie, la politique et la religion. Pour mieux comprendre la complexité de la situation actuelle ainsi que la fragilité du pays, nous allons également retracer brièvement l'histoire malienne à la fin de ce chapitre.

2.1 Géographie et économie

Avec une superficie de 1,2 millions de km², la République du Mali est le plus grand pays d'Afrique de l'Ouest après le Niger. État enclavé à l'intérieur de l'Afrique occidentale, il partage ses frontières avec la Mauritanie et l'Algérie au nord, le Niger à l'est, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire au sud et avec la Guinée et le Sénégal au sud-ouest et à l'ouest. Le pays est traversé par deux grands fleuves importants, le Niger et le Sénégal, permettant de mener de nombreuses activités comme l'élevage, la pêche, l'irrigation ainsi que la navigation. La population actuelle est d'environ 18 millions d'habitants (PNUD, 2018a), mais avec une croissance démographique d'environ 3 % – les femmes maliennes ont en moyenne plus de six enfants – on estime qu'elle atteindra plus de 45 millions de personnes d'ici 2050.

L'espérance de vie a augmenté régulièrement depuis 1960, mais reste pour autant très faible : seulement 57,2 ans pour les hommes et 58,7 ans pour les femmes (La Banque Mondiale, 2018e).

Le territoire malien est, comme nous l'avons vu, relativement grand, la distance du nord au sud étant de 1600 km, et la population totale demeure encore basse par rapport au territoire. Cependant, les conditions climatiques influencent largement la concentration de la population vers le sud. La densité varie de 80 habitants par km² dans le delta central du Niger, à moins de 5 habitants par km² dans la région saharienne au nord du pays (PNUD, 2018b). Environ 65 % du Mali est couvert par le désert, ce qui rend l'agriculture extrêmement difficile. Plus on monte au nord du pays, plus il est impossible de cultiver la terre sans irrigation. Le climat malien se caractérise par trois saisons : une saison sèche de mars à juin, une saison des pluies de juin à septembre et une saison froide du mois d'octobre au mois de février. Le climat varie également selon les régions : le nord désertique, le centre sahélien et relativement sec et la région soudanaise du sud où les précipitations sont plus fréquentes. Tout comme ses voisins

sahéliens, le Mali figure parmi les pays au monde les moins responsables des émissions mondiales de CO², mais malheureusement parmi les plus affectés. Au Sahel, une élévation de la température de quelques degrés seulement aurait des conséquences dévastatrices pour les moyens de subsistance locaux (Ba & Bøås, 2017 : 2).

Administrativement, le Mali est divisé en huit régions auxquelles s'ajoute le district de la capitale, Bamako, la seule ville avec plus d'un million d'habitants, bientôt deux. Les régions portent le nom de leur ville principale : Gao, Kidal et Tombouctou au nord, Mopti, Ségou, Koulikoro, Kayes et Sikasso dans la partie sud (PNUD, 2018b). Les trois régions du nord représentent deux tiers de la superficie du pays, mais seulement 10 % de la population y vit. Les derniers 80 % se répartissent ainsi sur une superficie comptant pour un tiers du pays.

Depuis l'indépendance en 1960, le Mali figure toujours parmi les pays les plus pauvres au monde. Avec un revenu national brut de seulement 790 dollars américains par habitant, il dépend fortement de l'aide étrangère (Ba & Bøås, 2017 : 2). Actuellement, deux tiers de la population disposent de moins de 2 dollars américains par jour et, par conséquent, le Mali se classe au 178^e rang sur 187 pays au titre de l'indice de développement humain (IDH). La pauvreté est largement répandue en milieu rural où habite aussi la majorité de la population. La population est très jeune, la moitié ayant moins de 15 ans (La Banque Mondiale, 2018e). En combinaison avec une économie et un État faible, nous allons voir que les problèmes y sont nombreux.

L'économie malienne est dominée par le secteur primaire, à savoir l'agriculture. En effet, plus de 75 % de la population active travaille dans le secteur agricole (Ba & Bøås 2017 : 11), où notamment l'élevage de bétail joue un rôle important. Les Maliens possèdent un grand savoir-faire artisanal et leur culture marchande est forte, mais mise à part l'industrie extractive concernant le phosphate, le marbre, le kaolin et l'or, le développement de l'industrie demeure faible (PNUD, 2018b). Les produits d'exportation les plus importants sont le coton, l'or et les animaux sur pied. Il y a également une grande production de l'arachide et de la canne à sucre. De plus, il existe une économie clandestine assez importante, particulièrement dans la partie désertique du pays, où l'État n'a pas le contrôle (voir 3.1). Cette économie clandestine s'inscrit parmi les traits de fragilité de l'État malien.

2.2 Population et diversité

En ce qui concerne les peuples et les cultures, le Mali est une vraie mosaïque. On y trouve « vingt ethnies qui vivent dans une parfaite cohésion », et « aucune ethnie ne domine sur les autres » (Konaré 2001 : 66). Cela semble peut-être plus utopique que réel, mais il est vrai que les peuples maliens sont plutôt paisibles et, à l'exception du conflit touareg au nord (voir 2.4.2) il y a eu peu de problèmes ethniques depuis la fin de l'esclavage et la conquête française. Pourtant, les différences entre les groupes ethniques, l'organisation dans chaque société et les relations entre elles sont très complexes. La présentation suivante sera brève et donnera juste un aperçu de quelques groupes importants.

Les Bambara¹⁴ forment le plus grand groupe ethnique. Avec les Dioula et les Malinké, ils font partie des Mandingue, descendants de Soundiata, fondateur de l'Empire du Mali (voir 2.4.1). Tout comme les Soninké, un autre groupe ethnique, ils appartiennent à la superstructure Mandé, et ensemble ils constituent environ la moitié de la population malienne (Ba & Bøås, 2017 : 5). De plus, environ 40 % des Maliens parlent bambara comme première langue (Skattum, 1998 : 35), ce dernier étant donc la langue la plus parlée au Mali. Le français sert de langue véhiculaire entre des groupes linguistiques différents. Néanmoins la langue véhiculaire principale, surtout dans les régions les plus peuplées au sud, c'est le bambara. Celui-ci continue à progresser comme langue véhiculaire, et il s'introduit également dans les administrations (Dumestre, 1994). En tout, il existe une trentaine de langues sur le territoire malien, dont treize qui ont le statut de langues nationales (Skattum, 1997). Pour éviter des conflits ethniques à l'heure de l'indépendance, le Mali a choisi de garder l'ancienne langue coloniale comme langue officielle plutôt que d'en choisir une autre parmi les langues endogènes. Ces autres langues vivent et évoluent toujours, mais le français reste la seule langue officielle. Le bambara ne jouit pas de privilèges par rapport aux autres langues nationales, mais il est tout de même dominant.

Hormis les Mandé, le Mali est peuplé par environ 17 % de Peul, aussi appelés Foulani, traditionnellement des éleveurs et des pasteurs des bétails, 12 % de Sénoufo, principalement des agriculteurs, 6 % de Songhaï, vivant surtout de la terre et de l'artisanat, et 3 % de Touareg (World Atlas, 2017). A ces peuples s'ajoutent d'autres petits groupes ethniques importants :

¹⁴ La conjugaison de mots d'origine étrangère varie énormément dans nos sources. Nous avons choisi de suivre le standard d'INALCO (l'Institut national des langues et des civilisations orientales), où ces mots sont considérés comme des invariables. Ainsi, les noms d'ethnies et leurs adjectifs ne seront pas accordés dans ce texte.

les Bozo, spécialisés dans la pêche, les Dogons, artisans et cultivateurs ainsi que les Bobo, les Tamasheq et les Khassonké. Tous ces groupes ont leurs propres traditions, idées politiques et langues, mais la ligne de démarcation principale a historiquement été tirée entre la population touareg et arabe vivant dans la partie la plus septentrionale du pays, et les groupes de la majorité noire, dont la plupart vivent au sud (Ba & Bøås, 2017 : 5).

Les Touareg sont souvent jugés comme un groupe à part, et ils se considèrent eux-mêmes nettement différents des autres groupes ethniques maliens. Leur langue, leur mode de vie ainsi que leur patrimoine se distinguent du reste de la population (Seely, 2001). Traditionnellement, les Touareg se voyaient comme « les maîtres du désert », mais leur position a été bouleversée par le colonialisme et rendue permanente par le système étatique post-colonial.

Soudainement, ils étaient devenus une minorité dirigée par la population noire contre laquelle ils avaient auparavant l'habitude de diriger leurs raids d'esclavage. Parmi les huit régions administratives actuelles, ce n'est qu'à Kidal que les Touareg constituent une majorité aujourd'hui. Malgré sa grande diversité, la société malienne est connue pour sa tolérance interethnique et interreligieuse. Ceci est cependant en train de changer avec les développements liés à la crise en cours. Cette diversité de la société malienne implique également que les rôles des femmes varient selon leurs communautés. Tandis que les femmes parmi les Touareg bénéficient traditionnellement d'une position forte au sein de leurs communautés, les femmes de nombreux autres groupes détiennent des positions beaucoup plus marginalisées (Lackenbauer, Lindell & Ingerstad, 2016).

2.3 Politique et religion

Selon sa constitution qui date de 1992, le Mali est un État laïque et unitaire. En termes juridiques, cela signifie que les partis politiques basés sur l'affiliation religieuse, ethnique ou régionale ne sont pas autorisés – empêchant la formation d'un parti Touareg ou Azawad (voir 2.4.2), ainsi que la formation de tout parti islamique (Ba & Bøås, 2017 : 8). Le président du Mali est le chef de l'État et le commandant en chef des forces armées, avec un Premier ministre nommé par le président à la tête du gouvernement dans un système multipartite. Le pouvoir exécutif est exercé par le gouvernement, tandis que le pouvoir législatif appartient à l'Assemblée nationale ; le pouvoir judiciaire est formellement indépendant de l'exécutif et du législatif. Le président et les 160 membres de l'Assemblée nationale sont élus au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans. Les dernières élections générales ont eu lieu en

juillet-août 2018, et Ibrahim Boubacar a été élu pour un second mandat avec 67,17 % des suffrages (JeuneAfrique.com, 2018b). Le mandat du président n'est renouvelable qu'une fois. En ce qui concerne l'Assemblée nationale, 147 membres sont élus dans des circonscriptions uninominales, et 13 sont élus par des Maliens vivant à l'étranger. La participation électorale a toujours été faible au Mali, même par rapport aux pays voisins : de 21 à 37 % pour les élections parlementaires entre 1992 et 2013 (International IDEA). Pour la présidentielle de 2018, le taux de participation était de 43,06 % pour le premier tour et de 34,32 % pour le deuxième (JeuneAfrique.com, 2018ab). Avec des chiffres si faibles, IBK ne possède pas une grande légitimité populaire et démocratique. Son bilan est très contesté et l'adhésion des Maliens à sa personne a chuté de façon remarquable (Funes, 2018). Des affrontements entre les pro et les anti-IBK étaient pronostiqués lors de son investiture, et quelques manifestations agitées ont notamment eu lieu dans la capitale. Néanmoins, IBK bénéficie d'un large soutien de la communauté internationale. Par contre, au sein du pays, beaucoup de Maliens ont tendance à se sentir impuissants par rapport à l'élite au pouvoir et à penser que les politiciens ne sont que là pour gagner de l'argent (Ba & Bøås, 2017 : 8). Ceci est compréhensible ; la corruption et le népotisme sont endémiques, que ce soit sur le marché de l'emploi ou dans le domaine de la politique (Landinfo, 2016ab).

Plus de 90 % de la population malienne sont musulmans sunnites (OCDE/CSAO, 2014). Les derniers 10 % se partagent entre les animistes traditionnels¹⁵ et les chrétiens. La plupart des musulmans maliens pratiquent l'islam soufi, le mysticisme de l'islam. Cette branche de l'islam est peu sévère et très tolérante : elle ne rejette pas l'animisme, par exemple. Au contraire, elle intègre des valeurs et permet à certains rites d'exister encore. Le port du gri-gri, un talisman protégeant contre le mal ou portant bonheur, est très répandu parmi les Maliens, qu'ils soient musulmans, animistes ou chrétiens. Cependant, d'autres branches plus conservatrices, comme le wahabisme, sont en hausse, notamment à cause du prosélytisme de la part de l'Arabie Saoudite (Landinfo 2016a : 19). Les relations entre les musulmans et les pratiquants des confessions religieuses minoritaires sont généralement amicales, et les groupes missionnaires étrangers (musulmans et non-musulmans) sont tolérés. Les écoles

¹⁵ Avant l'introduction de l'Islam au 9^e siècle, le système de croyance au Mali était l'animisme, fondé sur des cultes païens. L'animisme explique les mystères de la vie et reconnaît la force vitale dans tous les êtres naturels, que ce soit l'homme, l'animal, l'eau ou l'arbre. Les ancêtres, les esprits et les forces de la nature personnifiées fonctionnent comme des divinités.

publiques, laïques comme l'État, n'offrent pas d'instruction religieuse, mais il n'y pas de restrictions pour les écoles privées (Norris, 2013).

Au cours des deux dernières décennies, la religion occupe une place de plus en plus importante dans l'espace public malien. A travers une multiplication d'écoles coraniques et d'associations religieuses ainsi que de nouvelles mosquées, l'islam est devenu de plus en plus visible. La diffusion de discours religieux et politiques par des leaders musulmans populaires sur les radios privées augmente, et les chefs religieux musulmans sont plus fréquemment présents lors des débats politiques. De plus, la participation des femmes à la vie religieuse est également en train de changer, influençant notamment leurs tenues vestimentaires. En effet, de nombreuses femmes musulmanes au Mali remplacent le foulard traditionnel par le hijab, et l'usage du niqab est également plus fréquent qu'auparavant (Sommerfelt, Hatløy & Jesnes, 2015). Néanmoins, la grande majorité des Maliens pratique l'islam soufi, une direction spirituelle et non-violente. Bien qu'une petite minorité de Maliens soutienne des groupes djihadistes, la grande majorité considère ces groupes comme étant des éléments étrangers et indésirables au Mali (Landinfo, 2016a : 20). Ainsi, l'introduction d'un islam extrêmement sévère et violent lors de l'invasion djihadiste dans le nord du pays en 2012 (voir 2.4.3) s'est avérée effrayante pour la plupart des Maliens.

2.4 Histoire

Les Maliens sont particulièrement fiers de leurs origines et ils se feront un honneur d'expliquer l'histoire de leur famille et de leur pays. Afin de comprendre le Mali contemporain, il nous semble primordial de présenter quelques traits importants de l'histoire du territoire malien du 8^e siècle à nos jours.

2.4.1 Des grands empires à la conquête française

L'époque des grands empires commence avec l'Empire du Ghana, appelé aussi Wagadou, au 8^e siècle, fondé sur l'agriculture, l'élevage et le commerce transsaharien avec des exportations de l'or, des céréales et des esclaves, et des importations du sel, du cuivre et des dattes.

L'empire est surnommé « le pays de l'or » grâce à l'abondance énorme de ce métal précieux (Konaté, 2001 : 15). D'après la tradition orale, l'Empire du Ghana connaît sa fin au 11^e siècle avec la disparition de Wagadou-Bida, le génie et protecteur du royaume. Les changements

climatiques de l'époque sont une autre explication, ainsi que la conquête par les almoravides, conquérants musulmans.

L'Empire du Mali ou l'Empire des Manding s'impose au 13^e siècle avec la victoire de Soundiata Keïta sur le roi sorcier du Sosso, Soumangourou Kanté. Soundiata Keïta, le principal héros national, et ses successeurs « assurent la gloire et la richesse de l'empire en l'étendant dans ses limites maximales et en lui assurant une renommée internationale » (Konaté, 2001 : 17). C'est aussi durant cette période que les métropoles culturelles comme Djenné et Tombouctou commencent à prendre leur essor. Au 15^e siècle, l'Empire du Mali s'efface au profit de l'Empire Songhay, fondé par Sonni Ali Ber (1464-1492). C'est une période glorieuse avec des centres intellectuels et économiques de grande renommée. A la fin du 16^e siècle, un enchaînement de crises politiques, économiques et sociales favorise le déclin de l'empire et puis, en 1591, une invasion marocaine y met fin, ainsi qu'à l'ère des grands empires.

L'invasion marocaine est suivie d'une période d'anarchie, et puis de l'apparition de plusieurs royaumes : le royaume de Ségou, le royaume du Kaarta, le royaume de Wassoulou, le royaume de Macina etc. Dans certains de ces royaumes, on vit « par et pour la guerre », mais « la richesse repose [...] aussi sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation aurifère » (Konaté, 2001 : 22). De plus, le commerce transsaharien, surtout des esclaves, s'intensifie. Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, une grande partie de ces territoires tombe dans les mains d'El Hadj Oumar Tall, un toucouleur¹⁶ puissant de l'ouest, qui fonde un nouvel empire, s'étendant de Tombouctou aux sources du Niger et du Sénégal. Son empire ne va pas durer, et en 1864, ses troupes sont défaites par les Français. En 1898, la conquête française de l'Afrique occidentale est achevée et dès lors, l'histoire malienne est marquée par de multiples changements de noms et de frontières.

2.4.2 De la domination française à l'indépendance

Sous le nom « Le Soudan français », le Mali est divisé administrativement en cercles en 1899, répartissant souvent des provinces traditionnelles. Chaque cercle est dirigé par un commandant investi des pouvoirs de police, de justice et de levée d'impôts (Konaté, 2001 : 28-29). « La colonisation est basée sur une l'idée de la supériorité de la civilisation

¹⁶ Les Toucouleurs sont une population métissée de langue peul.

européenne et de l'infériorité du colonisé, qui pourtant est considéré comme capable de progresser » (Sanaker, Holter & Skattum, 2006 : 173). La France mène ainsi une politique d'assimilation des colonisés à la civilisation française et pareillement à la langue française. A travers cette politique, les Africains doivent évoluer aussi bien au niveau intellectuel qu'au niveau matériel. Alors que d'autres puissances coloniales, comme l'Angleterre et la Belgique, laissent plus de place aux langues africaines dans l'enseignement scolaire, la France impose la langue française comme langue d'instruction. L'école française est considérée comme la meilleure voie d'assimilation et de progrès. Plus tard, cette politique sera remplacée par celle d'association, étant plus respectueuse des structures traditionnelles, mais pour autant la politique scolaire et linguistique ne change guère. Indépendamment du nom que l'on donne à la politique menée, les colonisés sont considérés comme étant seulement des sujets français et non des citoyens : ils n'ont pas le droit de voter dans leur propre pays, et selon le système juridique ils peuvent être emprisonnés ou punis d'autres manières sans intervention judiciaire (Sanaker, Holter & Skattum, 2006 : 173-174).

Quant à la terre malienne, elle est considérée comme étant en friche et disponible pour la libre exploitation selon les besoins français, donc des colonisateurs. Des maisons de commerce françaises s'installent dans les centres urbains où elles vendent des verroteries et des pacotilles importées de l'Europe et achètent des produits locaux à exporter. L'administration coloniale force également les paysans à produire par exemple du coton et de l'arachide dont elle a besoin (Konaté, 2001 : 29). Cette introduction de travaux forcés, un des aspects les plus abhorrés de la période coloniale, commence avec l'abolition de l'esclavage en 1848 et continue jusqu'en 1946. « L'âge d'or » de la colonisation est l'entre-deux-guerres quand les colonisateurs profitent des matières premières des colonies et investissent dans l'infrastructure en même temps. Les ponts, les routes et les chemins de fer en sont des exemples : ils sont construits par les colonisés eux-mêmes et payés avec les impôts collectés dans les colonies (Sanaker, Holter & Skattum, 2006 : 173-174).

Le passé colonial semble être un facteur important dans l'explication de la fragilité d'un pays. Selon l'Institut Universitaire Européen (cité par Feeny, Posso & Regan-Beasley, 2014), le caractère artificiel des institutions coloniales, l'exploitation des régimes, le développement de la dépendance politique vis-à-vis du pouvoir colonial et le système de gouvernance indirect, ont tous été fondamentaux pour la détermination de la fragilité actuelle de l'État. Pareillement, Fenske (2010) montre comment l'incapacité ou l'échec des puissances

coloniales à développer des institutions autonomes, a eu une influence écrasante sur l'occurrence et la prévalence de la pauvreté dans l'Afrique subsaharienne postcoloniale (Feeny, Posso & Regan-Beasley, 2014).

La domination française bouleverse la société malienne au niveau politique, économique et social. Auparavant, le pouvoir était fondé sur la naissance (nobles, hommes de caste et esclaves), mais avec l'école coloniale une nouvelle élite s'établit. L'école forme aussi les futurs dirigeants du Mali, qui vont commencer à lutter contre le système colonial et à réclamer plus d'autonomie politique, voire l'indépendance totale. Ainsi, le Sénégal et le Mali s'unissent et donnent naissance à la Fédération du Mali qui se proclame indépendante au mois de juin 1960, mais la fédération éclate après seulement 2 mois. La république du Mali prend sa forme actuelle le 22 septembre de la même année, avec le président Modibo Keita à sa tête. Il opte pour un développement socialiste et nationaliste et reste au pouvoir jusqu'en 1968, quand il sera victime d'un coup d'état militaire perpétré par le général Moussa Traoré. En 1991, après 22 ans de dictature militaire, pendant lesquels les dettes extérieures n'ont cessé d'augmenter et où la misère a atteint un niveau insupportable, les Maliens se révoltent et donnent naissance à une transition démocratique et une nouvelle république. Cependant, « La troisième république doit faire face aux mêmes problèmes que les régimes précédents, à savoir l'emploi, l'éducation, la santé, la valorisation des ressources économiques etc. » (Konaté, 2001 : 39), mais au moins dans un climat politique libre.

« Le problème touareg » continue également lors de la troisième république. Depuis l'indépendance les Touareg se sont rebellés contre l'État malien à plusieurs reprises. D'abord dans les années soixante, puis au début des années quatre-vingt-dix. « Le 'problème' touareg, comme le 'problème' kurde est en quelque sorte un nœud gordien »¹⁷ (Bøås & Torheim, 2013). Il semble, en tout cas, souvent être un problème insoluble. Comme le Pacte national de 1992¹⁸ n'a pas produit de résultats tangibles sur le terrain, une nouvelle rébellion a émergé en 2006 (Bøås, 2012). Celui-ci était relativement petit, et comme nous allons voir dans la partie

¹⁷ [notre traduction] « The Tuareg 'problem' is therefore, like the Kurdish 'issue', something of a Gordian knot ».

¹⁸ Un accord de paix conclu entre le gouvernement de la République du Mali et les mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad consacrant le statut particulier du nord au Mali, négocié à Alger sous la médiation de la République algérienne démocratique et populaire.

suivante (2.4.3), les vrais problèmes commencent quand de nombreux Touareg armés reviennent de la Libye post-Kadhafi.

2.4.3 2012 « Annus horribilis »

Après l'intervention militaire internationale en Libye en 2011, de nombreux Touareg ayant servi dans l'armée de Mouammar Kadhafi sont retournés au nord du Mali. Les anciens combattants étaient armés et beaucoup ont adhéré au Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), un groupe politique et militaire revendiquant un État indépendant correspondant aux trois régions administratives au nord du Mali, soit deux tiers du territoire malien (Plantade, 2012).

Comme nous l'avons vu, les autorités maliennes avaient déjà connu des rébellions touareg dans les années 60, 90 et dernièrement en 2006. Néanmoins, quand le MNLA en initie une nouvelle en attaquant des camps militaires au nord du Mali en janvier 2012, l'armée malienne subit plusieurs revers et se montre démotivée et mal équipée. Supérieur en capacité et bénéficiant d'armes lourdes récupérées à la suite de la chute du régime Kadhafi, le MNLA prend vite le contrôle des villes les plus importantes au nord. Progressivement, des groupes djihadistes variés, certains fidèles à Al Qaeda comme par exemple Ansar Dine, adhèrent à la rébellion. Des centaines de milliers de Maliens fuient les zones de combats et se dirigent vers la capitale, au sud, ou vers des pays voisins : la Mauritanie au nord-ouest et le Niger au nord-est (Ahmed & Boisbouvier, 2012).

Amadou Toumani Touré, dit ATT, Président du Mali au moment de la rébellion, est fortement critiqué pour sa manière de faire face aux problèmes auxquels il est confronté au nord du pays. Le profond mécontentement dans l'armée se manifeste avec un coup d'État militaire le 22 mars 2012, créant un chaos politique dont les rebelles et les djihadistes profitent : ils fortifient leur contrôle dans le nord, et le 6 avril le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad (Rfi Afrique, 2012a). Le Mali-nord, deux tiers du territoire malien, tombe et le pays est coupé en deux.

La communauté internationale, avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO) en tête, condamne le coup d'État et met en place des sanctions sévères. Quand le Mali se trouve également face à une occupation, les putschistes acceptent graduellement de rendre le pouvoir. La crise s'aggrave quand les rebelles et les djihadistes

continuent à gagner du terrain. Fin août la même année, par peur de voir aussi le sud et au pire la capitale chuter, le président par intérim fait appel à la CÉDÉAO pour une intervention militaire, et à l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour « l'appui et l'accompagnement nécessaires au renforcement de capacités (du Mali), notamment en matière d'assistance humanitaire, de négociation et de réforme des forces de défense et de sécurité » afin d'aider son pays à sortir de la crise (Roger, 2012).

En janvier 2013, en vertu de la Résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU du 20 décembre 2012, l'intervention militaire française appelée l'opération Serval commence. Globalement, l'opération est considérée comme un succès dans la mesure où elle arrête l'offensive des djihadistes et elle permet également au Mali de recouvrer son intégrité territoriale. Cependant, elle n'offre pas de solutions aux problèmes sous-jacents, ni aux problèmes de groupes armés qui se profilèrent depuis et continuent à déstabiliser la région, ainsi, en 2014, l'opération Barkhane prend son relais¹⁹ (Guennoun & Bassou, 2107). Après une période de transition, l'élection présidentielle, initialement prévue en avril 2012, se tient enfin 7 mois après l'intervention française. IBK en sort vainqueur, avec 77,61 % des voix contre 22,39 % pour son adversaire (le Figaro, 2013b).

Les négociations de paix et de réconciliation commencent immédiatement entre les rebelles indépendantistes et le gouvernement malien. Le processus est long et les interruptions sont nombreuses : les combats reprennent et les accords de cessez-le-feu sont bafoués. Malgré cela, les négociations pour un accord de paix se poursuivent à Alger, et le 15 mai et le 20 juin 2015, un nouvel accord de paix est signé entre le gouvernement du Mali et la Coordination

¹⁹ L'opération Barkhane mobilise une troupe de 3000 hommes et concentre son action dans le nord du Mali ainsi qu'au Tchad. Ses objectifs sont d'aider les forces armées du G5 du Sahel à combattre les réseaux terroristes dans la région du Sahel et du Sahara, ainsi que de contribuer à la prévention des sanctuaires terroristes dans la région (Ministère des Armées, 2014).

Le G5 Sahel ou G5S, de son côté, est un cadre institutionnel pour la coordination de la coopération régionale concernant les politiques de développement et les questions de sécurité en Afrique de l'Ouest. Il a été formé le 16 février 2014 à Nouakchott, en Mauritanie, lors d'un sommet de cinq pays du Sahel : le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Il a adopté une convention d'établissement le 19 décembre 2014 et siège en permanence en Mauritanie. La coordination est organisée à différents niveaux. L'aspect militaire est coordonné par les chefs d'état-major des différents pays. Le but du G5 Sahel est de renforcer le lien entre le développement économique et la sécurité, et de lutter ensemble contre la menace des organisations djihadistes opérant dans la région (G5sahel.org, 2015).

des mouvements de l'Azawad (CMA), une alliance de groupes rebelles (Nyirabikali, 2015). Nous nous livrons à une présentation plus détaillée de ces différents groupes dans le chapitre suivant.

3 La situation sécuritaire

Avant 2012, le Mali avait longtemps été considéré comme un pays assez stable avec peu de criminalité, où les habitants ainsi que les étrangers pouvaient se déplacer librement et sans grand souci. Le pays avait cumulé « de bonne notes », attribuées par les observateurs et les institutions internationales » rendant honneur au Mali comme « un bon exemple du processus démocratique de l’Afrique de l’Ouest » (Diarrah, 2013). Le tourisme était en développement, et de 1998 à 2008 le nombre de visiteurs internationaux est passé de 83000 à 190 000 personnes (La Banque Mondiale, 2018b). À la même période environ, les investissements internationaux ont augmenté de moins de dix millions de dollars à plus de six cents millions (La Banque Mondiale, 2018c). Les événements malheureux de 2012 ont tout changé. Prenons l’exemple de la Norvège, qui a d’ailleurs réagi comme la plupart des autres pays occidentaux : à partir du 23 mars la même année, le Ministère des Affaires étrangères déconseille tout déplacement au Mali qui ne soit strictement nécessaire (Kriseinfo.no, 2012). Depuis, à certains périodes, les employés norvégiens des OSI ainsi que les missionnaires norvégiens ont été rappelés au pays pour des raisons de sécurité. Intéressons-nous de plus près à ce qui caractérise la situation sécuritaire à l’heure actuelle.

3.1 Variations géographiques et régionales

Le Sahel est en grande partie marqué par de grandes étendues désertiques et sauvages, où les conditions de vie sont très difficiles. Dans le nord du Sahel, les peuples vivent très souvent de l’élevage nomade, alors que l’agriculture est plus répandue dans le sud. Depuis des siècles, le commerce a également eu un rôle important pour l’économie de la région (voir 2.1). La contrebande y existe depuis la naissance des nations, et dans une certaine mesure elle a assuré la survie des habitants du nord. Par conséquent, elle est socialement acceptée, même si elle est interdite par la loi. Depuis plus d’une dizaine d’années, la partie ouest, entre les frontières mauritaniennes, algériennes, maliennes et nigériennes, est devenue une zone libre pour les réseaux de passeurs et d’autres groupes criminels. En l’absence des autorités, ces réseaux ont mis en place une économie illégale fondée, entre autres, sur la contrebande de drogues, cigarettes et armes à destination de l’Europe et du Moyen-Orient. Les habitants de la région ont profité des réseaux clandestins, gagnant de l’argent en tant que chauffeurs, protecteurs des convois ou en travaillant comme percepteurs d’impôt et de taxe (landinfo, 2016a). Ainsi, l’économie autour des réseaux clandestins crée de la mobilité sociale pour les peuples locaux. Les

autorités maliennes ont manqué à la fois de la volonté et de la capacité de contrôler cette région. La situation survenue en 2012 doit être comprise à la lumière de l'anarchie qui s'était développée dans le nord avec le soutien indirect des autorités. Depuis l'intervention française, la situation sécuritaire s'y est améliorée, mais dans d'autres zones, elle s'est détériorée.

Avec l'aide de forces internationales, le Mali contrôle aujourd'hui tout le nord du pays, à l'exception de la région de Kidal, où il peut y avoir des combats sporadiques. Dans la région centrale, la situation est complexe et peu claire, et il est difficile de faire la distinction entre la criminalité « ordinaire », des attaques armées et des combats internes entre des individus, des fractions ainsi que des groupes (ICG, 2016). Certains groupes ethniques, comme les Peul par exemple, sont frustrés d'avoir à payer des impôts aux autorités, alors que l'aide au retour est très limitée ou parfois inexistante. Les autorités, de leur côté, ont confisqué les armes chez des groupes peul (rassemblés pour auto-défense), et la confiance réciproque est faible. A cause de la présence militaire au nord, des groupes djihadistes se sont établis dans la région centrale, générant plus de violence : quand l'armée patrouille à la recherche des islamistes, les islamistes se vengent sur la population locale (Sangaré, 2016).

La criminalité et les tensions de faible intensité entre les différentes populations constituent les principaux problèmes sécuritaires dans la région du sud. Cependant, l'ampleur est nettement moins importante dans le reste du pays. Bamako, capitale et centre économique et politique, dispose d'une présence nettement plus importante de représentants de la police, des tribunaux et d'autres institutions gouvernementales, que les autres régions du pays. Dans une certaine mesure, la situation sécuritaire y est meilleure. Cependant, le défi le plus important pour la capitale, en matière de sécurité, est la menace de terroristes, visant particulièrement les cibles occidentales. Plusieurs actes terroristes majeurs, tels que l'attaque de l'hôtel Radisson Blu en mars 2015, ont eu lieu à Bamako et la menace terroriste est considérée comme étant permanente. Le taux de criminalité est en augmentation à Bamako, comme dans le reste du pays. Les vols à main armée et d'autres crimes graves, souvent fatals, ont augmenté ces dernières années (Landinfo, 2016a).

3.2 Des groupes armés

Les acteurs impliqués dans le conflit sont souvent divisés en trois groupes principaux : les autorités maliennes (soutenues par des forces internationales et des milices pro-gouvernementales), des groupes séparatistes à base d'ethnicité, et des groupes djihadistes. Il

est difficile de donner une image précise des groupes armés. Les constellations changent ; certains groupes fusionnent, d'autres apparaissent, se modèrent ou bien se radicalisent. Ils ont des objectifs très variés, parfois changeants, et leur puissance varie également. La présentation suivante est en grande partie basée sur l'information fournie par Landinfo, fin 2016. Elle est quelque peu schématique et ne montre pas comment les catégories parfois s'entremêlent, ou que certains groupes se chevauchent. L'exemple du touareg Alghabass Ag Intalla montre à quel point la situation est complexe et en constante évolution : avant le conflit, il était député à l'Assemblée nationale pour la région de Kidal. Quand la guerre éclate, il rallie d'abord ses frères touareg du MNLA, mais il se radicalise vite et rejoint le groupe Ansar Dine, luttant pour instaurer la charia au nord du Mali. Dès l'intervention française en janvier 2013, il fait scission et fonde le Mouvement Islamique de l'Azawad (MIA). Seulement six mois plus tard, Alghabass dissout le MIA et annonce son ralliement au Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). En 2014, en tant de secrétaire général de HCUA, Alghabass est en tête d'une délégation de trente personnes du MNLA, MAA et HCUA lors des négociations d'Alger. Un des partenaires de négociation des autorités maliennes est donc un homme qui a lutté pour pas moins de quatre groupes armés différents, dont trois milices et un groupe djihadiste (Rfi Afrique, 2014).

3.2.1 Des groupes séparatistes à base d'ethnicité

Le MNLA et le HCUA, déjà mentionnés, ainsi que le Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA) sont trois des groupes touareg et arabes qui ont participé aux batailles au nord du Mali à partir de 2012. Ils sont laïques, mais se différencient en ce qui concerne leurs objectifs et leurs capacités. Le MNLA est une organisation politique et militaire. Elle est principalement constituée de Touareg, mais se dit représentative de tous les groupes ethniques au Mali du nord. Créée en 2010, après la fusion du Mouvement National de l'Azawad (MAN) et le Mouvement Touareg du Nord-Mali (MTNM), son objectif est l'indépendance de l'Azawad. Comme nous l'avons vu dans 2.4.3, le MNLA a déjà annoncé cette indépendance après avoir été renforcé par des guerriers revenus de la Libye. Cependant, après la proclamation de l'indépendance, le MNLA a été écarté par des groupes djihadistes comme Ansar Dine et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO, voir 3.2.3) qui ont contrôlé l'Azawad durant l'occupation. Le MNLA reste toutefois un acteur important au nord et joue un rôle central dans les négociations de paix. Ils rejettent l'islamisme et ont déclaré que « la République pour laquelle nous nous battons est basée sur les principes de la

démocratie et de la laïcité » (Rfi, 2012b).

Le HCUA a été fondé en mai 2013, suite à la fusion du Haut Conseil pour l'Azawad (HCA) et du MIA, qui avait ses origines dans l'organisation terroriste et islamiste Ansar Dine. Le HCUA est également un groupe politico-militaire. Il est surtout constitué de Touareg de la tribu des Ifoghas et des transfuges d'Ansar Dine étant loyaux au leader des Ifogha. En 2016, le ministre français de la Défense a accusé le HCUA de ne pas être laïque et de toujours avoir des liens avec des groupes djihadistes (Voaafrique, 2016). Le HCUA a condamné ces accusations « injustes et graves », et allègue avoir rompu complètement avec les djihadistes (Studiantamani, 2016).

Le MAA, fondé sous le nom du Front de Libération Nationale de l'Azawad (FLNA) en avril 2012, est un groupe politique et militaire composé principalement d'Arabes Berabiches (des clans nomades du Sahara), dont certains sont des anciens soldats de l'armée malienne et d'autres sont des dissidents du groupe islamiste MUJAO. Le MAA se définit comme un groupe laïque ayant pour objectif de défendre les intérêts arabes. Il se dit également prêt à collaborer avec la France contre le terrorisme. Aujourd'hui, cependant, le groupe s'est divisé en deux : une partie qui reste fidèle aux autorités maliennes et une autre rebelle, accusée de s'être alliée au MUJAO (Maliactu, 2013).

3.2.2 Des milices pro-gouvernementales

Comme nous avons vu au début du chapitre, la guerre au Mali est souvent présentée comme un conflit entre trois parties : les rebelles touareg, les djihadistes, et l'armée malienne défendant un État faible. Cette présentation est, selon Boisvert dans Landinfo (Boisvert, 2015), incomplète, car elle néglige les gens du pays qui à plusieurs reprises se sont organisés en milices armées pour pouvoir se protéger. Le Groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA) en est un exemple. Etabli au mois d'août 2014, après la défaite de l'armée malienne à Kidal, le groupe reste fidèle aux autorités maliennes. Son leader est un ancien général de l'armée malienne, de nombreux membres du groupe ont également servi dans l'armée malienne, et ainsi il est souvent utilisé comme le bras droit militaire des autorités dans le nord.

Ganda Koy (« les seigneurs de la terre » en songhaï) est une milice née durant la rébellion touareg des années 90, dans le but de défendre les Songhaï contre les attaques des Touareg et

des Arabes. La milice s'est également battue côte à côte avec l'armée malienne durant le conflit. Après l'accord de paix de 1995, duquel les Touareg sont sortis « gagnants », beaucoup de groupes ethniques « noirs » (essentiellement les Songhaï et les Peul) se sentaient désavantagés, et ce sentiment d'injustice a contribué à réactiver le groupe autour de 2012, quand la situation sécuritaire s'est aggravée. Ganda Izo (« Les fils de la terre ») avec son profil ethnique peul, est né autour de 2009 pour les mêmes raisons fondamentales que Ganda Koy : se protéger contre les attaques touareg en l'absence de l'État. D'après Boisvert dans Landinfo, la rhétorique des deux groupes est fortement raciale. Les deux groupes sont composés des unités locales, souvent mal équipées mais bien organisées, et les unités soutiennent GATIA et l'État avec des services de renseignement.

3.2.3 Des groupes djihadistes

Contrairement aux séparatistes touareg qui luttent pour un Azawad indépendant, et aux milices pro-gouvernementales qui défendent l'État malien et ses intérêts, l'objectif des groupes djihadistes est d'instaurer un califat au Mali. C'est au début des années 2000 que des groupes de ce genre ont commencé à s'établir au nord du Mali (Guennoun & Bassou, 2017). A travers des activités de contrebande, de fraude, de criminalité et par des alliances matrimoniales et des accords commerciaux, ils ont réussi à consolider leur position dans la région. Quand le MNLA a pris le contrôle des territoires importants en 2012, les djihadistes en ont profité pour adhérer à la rébellion, et petit à petit ils ont gagné de plus en plus de territoires et de pouvoir, mettant le MNLA à l'ombre.

Lors de l'intervention militaire, l'armée française a réussi à chasser les islamistes des grandes villes au nord et à les disperser, mais elle n'est pas parvenue à les éliminer. De nombreux guerriers ont été tués, d'autres se sont retirés et regroupés. Aujourd'hui, ces groupes, de nouveaux groupes ou bien de nouvelles fractions sont en train de se positionner dans le Mali central et sud, où la population est plus dense et l'économie est plus forte. Alors qu'ils sont organisés différemment avec des capacités et des objectifs différents, ils semblent tous, d'une manière ou d'une autre, avoir des liens à Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI). D'après Carayol dans Landinfo (Carayol, 2015) les groupes djihadistes ont des profils de plus en plus « africanisés ». Alors qu'ils avaient plutôt un emprunt arabe et surtout algérien au début des années 2000, les groupes ont aujourd'hui recruté de nombreuses personnes de la population locale comme des Peul ou d'autres peuples noirs. Avec des langues, des cultures et

des apparences locales, ils peuvent passer inaperçus et se cacher du service de renseignements et de l'armée malienne beaucoup plus facilement que les ethnies « blanches » de l'Afrique du nord. En outre, ils ont maintenant des appartenances familiales et du support local.

AQMI provient de la guerre civile des années 1990 en Algérie, mais opère actuellement dans la région du Sahel. C'est une organisation militaire d'idéologie salafiste djihadiste (Mémier, 2017). Elle est connue pour de nombreux enlèvements de citoyens occidentaux avec demande de rançon, ainsi que des prises d'otage. Par exemple, elle est responsable des attaques contre MINUSMA à Kidal et à Tombouctou en 2015, et aussi de l'attentat à l'hôtel Radisson Blu de Bamako en novembre la même année, attaque qui a fait 21 morts de 16 nationalités différentes (Rfi Afrique, 2015).

En Norvège, AQMI et sa branche filière Al-Mourabitoun (« Signataires par le sang ») fondée par Mokhtar Belmokhtar, sont connus pour la prise d'otage de 2013 à In Amenas en Algérie, où plus de 800 personnes étaient retenues, 40 y ont trouvé la mort dont 5 employés norvégiens de la compagnie pétrolière Statoil. Des Maliens figuraient également parmi les preneurs d'otage (Le Parisien, 2013). Une des nombreuses revendications de Belmokhtar était la réclamation au gouvernement français d'arrêter sur le champ la guerre menée en Azawad.

MUJAO a été fondé en 2011 après des divergences avec l'AQMI. Ils sont connus pour avoir kidnappé trois humanitaires européens dans les camps de réfugiés sahraouis en Algérie en 2011 (Le Matin d'Algérie, 2012) ainsi que pour l'enlèvement de 7 diplomates algériens à Gao en 2012 (Courrier International, 2012). MUJAO faisait également partie des groupes contrôlant le nord du Mali durant l'occupation. En 2013, il aurait fusionné avec Al-Mourabitoun (Le Figaro, 2013a)

Ansar Dine (« les Défenseurs de la religion »), dont nous avons déjà parlé, est essentiellement composé des Touareg de la tribu des Ifogaha. L'organisation, affirmant combattre pour l'instauration de charia, date de 2012 et son leader est un ancien rebelle touareg des années 90 (Atlasinfo, 2012). Ansar Dine était aussi parmi les groupes qui contrôlaient le Mali du nord durant l'occupation. Il est responsable de nombreuses attaques contre des bâtiments publics et contre l'armée malienne. Après l'intervention française, le groupe était affaibli, mais depuis 2015, il semble avoir renforcé sa position, ayant établi des cellules dans la région de Mopti et de Sikasso sous les noms du Front de libération de Macina (FLM) ou la katiba Macina et de la katiba Khalid Ibn Walid (Carayol, 2015).

En l'absence d'autorité étatique, signe d'un État fragile, la radicalisation des jeunes pasteurs nomades d'origine peul s'est également révélée être un problème. Dans les alentours de Gao, par exemple, des groupes djihadistes ont pris le parti de groupes de pasteurs peul, étant en conflit avec des Touareg pour des droits à la terre. Pour des raisons de conflits ethniques, certains groupes djihadistes obtiennent un soutien local (Ba & Bøås, 2017).

Nous venons de constater que la situation sécuritaire est marquée par des variations géographiques et régionales, ainsi que par de nombreux groupes armés luttant pour des buts différents. Dans le chapitre qui suit, nous allons nous intéresser à trois OSI norvégiennes et à leur travail sur le terrain au Mali.

4 La présence humanitaire norvégienne

Si certains commerçants ou aventuriers norvégiens ont exploré ou traversé le Mali durant l'histoire, ils n'ont pas laissé beaucoup de traces. À notre connaissance, les premiers Norvégiens à s'installer au Mali, toujours présents d'ailleurs, étaient des missionnaires de la société norvégienne des missions évangéliques, Santalmisjonen²⁰, en 1981 (Jørgensen, K., & Normisjon, 2017). Depuis, d'autres sociétés des missions évangéliques ainsi que des OSI s'y sont installées. Aujourd'hui, la présence humanitaire au Mali est énorme. Selon OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), on peut compter plus de 150 OSI du monde entier au Mali, auxquelles s'ajoutent également de nombreuses OSI et ONG maliennes ainsi que toutes les organisations humanitaires du système des Nations Unies. (Humanitarianresponse.info, 2017). Dans ce chapitre nous allons présenter trois OSI norvégiennes engagées au Mali depuis plus de trente ans.

4.1 Les OSI norvégiennes

Les trois OSI norvégiennes les plus importantes au Mali sont l'AEN, la Fondation Stromme et CARE Norvège. Alors que CARE international, l'organisation mère de CARE Norvège, s'installe au Mali en 1975 déjà (Careorg, 2018), CARE Norvège, la Fondation Stromme et l'AEN arrivent pour la première fois lors de la sécheresse dans le Sahel en 1984²¹. Le Mali étant gravement affecté, c'est à ce moment-là que les autorités maliennes lancent un appel d'aide d'urgence à la communauté internationale auquel les OSI norvégiennes répondent immédiatement.

Afin de créer et renforcer des effets de synergie entre la recherche et l'aide au développement dans les pays sahéliens, la Norvège établit un programme Sahel-Soudan-Ethiopie (le programme SSE) en 1986. A travers ce programme elle soutient des projets de développement rural ou intégré en parallèle avec des projets de recherche liés à la sécheresse et aux ressources naturelles dans le Sahel. Dans ce projet participent notamment l'AEN, la Fondation Stromme et CARE Norvège, ainsi que des chercheurs norvégiens et maliens (COWIconsult Agriculture Rural Development Division, 1992).

²⁰ Santalmisjonen existe aujourd'hui sous le nom de Normisjon.

²¹ Information fournie par la Directrice Pays de l'AEN au Mali, Riborg Knudsen.

Pour obtenir l'information ci-dessous, quand aucune autre source n'est fournie, nous avons communiqué avec la Directrice Pays d'AEN à Bamako, Riborg Knudsen²², ainsi qu'avec Moira Eknes, Responsable Pays et conseillère principale chez CARE Norvège et enfin la conseillère en éducation, Anne Breivik de la Fondation Stromme. Bien que l'AEN, CARE Norvège et la Fondation Stromme se battent pour obtenir les mêmes ressources, à savoir l'argent des donateurs privés ou des financements de l'État norvégien, nos informatrices témoignent toutes que ces OSI se considèrent plutôt comme des collaborateurs que comme des concurrents. Un grand avantage c'est que l'AEN, CARE Norvège et la Fondation Stromme ne se chevauchent pas géographiquement : au contraire elles opèrent dans des régions et des zones bien séparées. De plus, leurs approches peuvent varier, mais elles échangent tout de même des expériences et des connaissances et apprennent les unes des autres. Par exemple, Stromme s'est inspiré de CARE pour les programmes de microfinance, et CARE a profité de l'expérience de la Fondation Stromme concernant le programme de scolarisation accélérée (voir 4.1.3).

4.1.1 L'Aide de l'Église Norvégienne

Après des actions humanitaires en 1947, organisées par la fédération nationale d'infirmières diaconales en Norvège (Menighetspleiernes Landsforbund), auprès des sinistrés après la Seconde Guerre mondiale, les églises norvégiennes prennent l'initiative de fonder l'AEN avec ses propres statuts en 1953. L'AEN est une OSI diaconale et œcuménique, et son mandat est d'œuvrer pour l'aide humanitaire et l'aide au développement d'une manière impartiale, basée sur les besoins réels des bénéficiaires sans aucune forme de discrimination. L'AEN veille de même à ce que son aide ne soit pas utilisée pour promouvoir un point de vue religieux ou politique. La motivation pour les actions ainsi que pour la fondation même de l'organisation était le concept de la charité chrétienne. Dans un premier temps l'AEN intervenait uniquement en situation d'urgence, c'est-à-dire qu'elle répondait à des catastrophes humanitaires dues aux phénomènes naturels ou aux guerres. Constatant que de grandes parties de la population mondiale vivaient dans une misère permanente, elle s'oriente de plus en plus vers l'aide au développement et au fil des années, elle commence à mettre en place des projets à long terme (Kirkensnodhjelp.no, s-d.). Présente au Mali depuis 1984, l'AEN reste la plus grande OSI norvégienne dans le pays, et également la seule à avoir des employés norvégiens

²² Riborg Knudsen a terminé sa mission comme Directrice Pays le 1^{er} juillet 2018.

sur le terrain. Elle jouit d'une reconnaissance privilégiée auprès des autorités maliennes et a su développer un réseau composé d'un large éventail d'organisations de la société civile et d'acteurs religieux. La vision de l'AEN est de « renforcer les capacités des femmes, hommes, filles et garçons de prendre en main le développement de leurs communautés maintenir la paix et la justice et couvrir leurs besoins fondamentaux » (L'AEN, 2017).

Dès son arrivée en 1984, l'AEN est orientée vers la région de Tombouctou par les autorités maliennes, où elle participe à une grande opération d'aide d'urgence et fait des distributions alimentaires. A partir de 1987, l'AEN continue de développer des programmes dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, l'environnement, l'approvisionnement, l'éducation et la santé. De 1990 à 1996, le conflit armé perturbe le travail de l'AEN. Pendant toute la période le travail continue, mais sous une forme adaptée et réduite. Plusieurs employés²³ perdent malheureusement leur vie à cause du conflit. Le 11 avril 1992, après la signature du Pacte National (voir 2.4.2), l'AEN se lance, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), dans le travail pour la paix et la réconciliation, organisant des rencontres intercommunautaires dans de nombreux lieux au nord du pays.

Autour de l'an 2000, l'AEN entre dans une phase de transition passant de l'opérationnel au partenariat avec des ONG nationales. Le bureau de l'AEN est transféré de Gossi (dans la région de Tombouctou) à la capitale, et de nouvelles antennes sont établies, d'abord à Kidal, et quelques années plus tard à Gao. L'objectif est de faciliter un suivi de proximité des partenaires et des projets dans ces zones. C'est aussi durant cette période que l'AEN commence à lutter contre la violence basée sur le genre et à travailler pour améliorer les droits des femmes et des enfants. Depuis 2006, en collaboration avec ses partenaires, l'AEN développe davantage ces programmes et travaille aussi pour la participation des femmes à la vie publique, ainsi que pour la gestion non-violente des conflits. A partir de 2011, l'AEN met beaucoup l'accent sur le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles de ses partenaires, et intervient principalement à travers eux.

Toujours en collaborations avec ses partenaires, l'AEN s'engage de nouveau dans l'aide d'urgence lors du conflit armé en 2012. Les objectifs sont de sauver des vies humaines, de

²³ Nous n'avons pas reçu des chiffres précis de la part d'AEN. D'après *Bistandsaktuelt*, AEN considère ce genre d'info interne pour des raisons diverses et variées. Par exemple, pour la période de 2007 à 2015 elle ne souhaite pas spécifier combien d'incidents graves (enlèvement, meurtres et épisodes de violence sévère) ont eu lieu. L'organisation a son propre système de signalement et de suivi pour des incidents qui violent leurs pratiques ou leur code de conduite (*Bistandsaktuelt*, 2015).

lutter contre la malnutrition et d'atténuer les impacts négatifs de la sécheresse et du conflit sur les populations. Les partenaires, douze organisations nationales en tout²⁴, sont pour la plupart basées dans les régions du nord où se font aussi la majorité des interventions. Cela dit, l'AEN mène aussi des activités au niveau national.

L'AEN s'engage principalement dans les trois régions au nord ; le Kidal, le Gao et le Tombouctou. A cause du conflit de 2012, de nombreuses personnes ont fui les zones dangereuses, mais les plus pauvres et les vulnérables sont restés et ont besoin d'assistance encore aujourd'hui. En plus de l'aide d'urgence, l'AEN travaille actuellement sur trois programmes. Le premier, *Construction de la Paix* vise la prévention des violences communautaires, la résolution des conflits, la paix et la réconciliation. La situation actuelle au Mali est imprévisible et instable et ces dernières années le pays a subi des sècheresses, des conflits armés, un coup d'état, des interventions militaires et des attaques terroristes, créant beaucoup de tension, de méfiance et d'instabilité. Pour obtenir et promouvoir une culture de paix et de non-violence dans la résolution des conflits, l'AEN crée et supporte des comités locaux de paix, appelés « Equipes des Personnes Ressources » (EPR). Les EPR incluent des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables. Ils « travaillent avec les parties prenantes pour identifier les sources de conflits et renforcer leur capacité avec des techniques de médiation non-violentes ». 100 sur les 186 conflits identifiés au nord du pays ont été résolus par les EPR, et en 2016 les EPR sont intervenues dans des conflits plus complexes que dans les années antérieures, concernant parfois des membres de groupes armés signataires de l'Accord de paix (L'AEN, 2017).

Puis, l'AEN travaille avec *La protection contre les violences basées sur le genre et la promotion des droits reproductifs*, un programme contre les pratiques traditionnelles néfastes, surtout la Mutilation Génitale Féminine (MGF) et les mariages précoces. La femme malienne est en position de faiblesse. La pratique de MGF est très répandue, atteignant jusqu'à 90 %

²⁴ AFORD (Association pour la Formation, la Recherche et le Développement), AMADE (Association Malienne pour le Développement), AMSS (Association Malienne pour la Survie au Sahel), APROMORS (Association pour la Promotion du Monde Rural au Sahel), ASSADDEC (Association Sahélienne d'Appui au Développement Décentralisé), GARI (Groupement des Artisans Ruraux d'Intadeyne), GRAIP (Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Initiatives des Populations), GREFFA (Groupe de Recherche d'Etude, de Formation Femme Action), IAMANEH (Association pour la Santé de la Femme et de l'Enfant), SOLISA (Solidarité pour le Sahel), ONG Tassaght et WILDAF (Women in Law and Development in Africa).

(Rochon, Blanchard & Chassigneux, 2007), et des nombreuses filles sont obligées de se marier à un âge précoce. De plus les Maliennes participent rarement aux débats concernant leur pays, leur société ou leur propre vie, et ont peu de pouvoir de décision. L'AEN mobilise des organisations nationales ainsi que des leaders religieux. Elle encourage aussi les femmes et les filles de réclamer leurs droits. Ce travail est combiné avec des efforts pour promouvoir la santé de la reproduction en encourageant les communautés à se fier aux services conventionnels. Le dernier programme *eau, hygiène et assainissement* comprend la construction des latrines, la formation des femmes et hommes en bonne pratique d'hygiène, et surtout la construction de points d'eau potable.

4.1.2 CARE Norvège

Créée en 1980, CARE Norvège est l'un des 14 membres du réseau CARE International. En tant qu'organisation norvégienne, elle est jeune quand elle s'engage au Mali en 1985. CARE international, par contre, est fondée aux États-Unis en 1945 déjà, comme une réponse à la misère en Europe après la Seconde Guerre mondiale. A l'époque, CARE était un acronyme pour *Cooperative for American Remittances to Europe* (Coopérative pour les envois de fonds américains en Europe). Depuis, l'Europe s'est remise, l'acronyme a changé de signification pour *Cooperative for Assistance and Relief Everywhere* (Coopérative pour l'assistance et le secours partout), et l'organisation s'est tournée vers les pays au monde entier ayant besoin d'aide. CARE se décrit comme une OSI non-confessionnelle, apolitique et indépendante, luttant contre la pauvreté dans des situations d'urgence et de développement. Dans tous ses projets, elle porte une attention particulière aux femmes et aux filles (carenorve.no, s.d.-c)

CARE international agit dans plus de 90 pays dans le monde entier. CARE Norvège a la responsabilité de neuf pays, dont le Mali. Aujourd'hui, le programme au Mali constitue d'ailleurs le plus grand projet autonome de CARE Norvège. Dans les années 80, CARE Norvège participe au programme SSE, comme déjà mentionné. Quand ce programme prend fin en 1996, CARE continue son engagement et entre en partenariat avec un forum de coopération, le Groupe de Coordination des Zones Arides (GCoZA)²⁵. GCoZA a facilité « l'échange d'expériences pratiques entre les ONGs et les milieux de la recherche – et les

²⁵ GCoZA, en norvégien appelé Tørrlandskoordineringsgruppen (TKG), vient de terminer ses activités cette année même. Le groupe, norvégien d'origine, avait comme but de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire pour les ménages et communautés vulnérables dans les zones arides d'Afrique, notamment au Mali, au Soudan, en Erythrée et en Ethiopie. Pour plus d'informations, voir <http://www.drylands-group.org/>.

institutions qui élaborent les politiques à suivre » (Drylands-group.org, 2017). Parmi les autres membres du forum, on trouve également l'AEN et la Fondation Stromme.

Au Mali, CARE Norvège développe surtout des programmes en partenariat avec les populations locales, afin de les inclure dans les projets de développement et de lutte contre la pauvreté. Pour promouvoir l'égalité des sexes et la sécurité financière des femmes au Mali, CARE crée des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), fonctionnant comme des organisations communautaires consacrées aux prestations de services financiers fiables dans les zones rurales isolées. C'est justement CARE international qui a conçu la première version de cette méthodologie il y a une vingtaine d'années (awid.org, 2017). En bambara, langue locale (voir 2.2), ces AVEC sont appelés Musow Ka Jigiya Ton, ce qui signifie « L'espoir des femmes ». Chaque groupe porte d'ailleurs un nom unique, choisi par ses membres. CARE travaille directement avec 150 000 femmes dans 33 municipalités. A travers les AVEC, CARE veille à ce que les femmes et les filles jouissent de leurs droits économiques, sociaux et politiques et aient une influence accrue sur les décisions qui affectent leur vie. CARE souhaite promouvoir des solutions durables pour aider les plus vulnérables, à savoir les femmes, à s'entraider. Les indicateurs de durabilité de ces groupes sont d'ailleurs excellents : environ 95 % des groupes formés par CARE sont toujours opérationnels de nombreuses années après le départ de CARE et continuent de se démultiplier (carefrance.org, 2018). De plus, CARE offre aux membres la possibilité de devenir des entrepreneurs, et elle s'assure qu'ils ont les connaissances nécessaires pour développer leur entreprise. CARE collabore également avec des leaders religieux et traditionnels et des organisations de la société civile pour promouvoir des changements d'attitude positifs et affaiblir les normes sociales et les règles qui contrecarrent les droits des femmes. Dans le nord du Mali, CARE travaille pour assurer l'accès à la nourriture des familles vulnérables. Cela se fait, par exemple, en distribuant de l'argent via des cartes électroniques, qui peuvent être utilisées dans certains magasins. De cette façon, les familles choisissent ce qu'elles veulent acheter en fonction de leurs besoins (care.no, s.d.-a).

Le Directeur Pays du CARE Mali, Yawo Douvon, considère la sécurité de la population comme étant le plus grand défi à l'avenir. Le conflit contribue à affaiblir la sécurité alimentaire dans une région déjà vulnérable dans le domaine de l'agriculture et de la production alimentaire, en raison des précipitations et du changement climatique. Par ailleurs, le conflit rend l'accès aux zones et aux personnes affectées difficile. « Nous travaillons à

travers les organisations locales de la société civile, les agences gouvernementales et autres pour soutenir les personnes touchées, en particulier les femmes », dit-il²⁶. Il affirme également que le travail de CARE Norvège au Mali est d'une grande importance car il se concentre sur le renforcement de la position des femmes. « Nous avons de nombreux défis concernant le genre, l'égalité des sexes et la discrimination et avec CARE Norvège, nous travaillons à renforcer la position des femmes afin qu'elles puissent faire entendre leur voix, relever les défis et sortir de la pauvreté »²⁷, explique Douvon. Pour réussir, Douvon et ses collègues travaillent aussi avec des hommes (care.no, s.d.-b). Pour que les barrières s'effondrent, il faut sensibiliser et impliquer les hommes à l'importance de l'égalité de genre et au respect des droits des femmes et en faire des alliés du changement. Afin de changer durablement les normes sociales, il est nécessaire d'inclure la communauté entière au processus d'émancipation des femmes. Dans ce but, CARE crée des espaces de dialogue entre les hommes, les femmes et d'autres groupes opposés. Cela se passe à la maison, au sein des communautés et lors de conversations dirigées, où CARE rassemble les gens pour discuter de sujets difficiles.

4.1.3 La Fondation Stromme

Nommée d'après le prêtre et le chapelain Olav Kristian Strømme réalisant un travail important de collecte de fonds, la Fondation Stromme est créée en 1976 avec la perspective d'un monde sans pauvreté. Ayant quatre bureaux régionaux, dont un se trouve notamment à Bamako au Mali²⁸, la Fondation Stromme mène des projets de développement dans 12 pays du Sud, surtout liés à l'éducation et au microcrédit, mais également dans les domaines de la santé, l'agriculture, l'eau potable, l'hygiène et des petites entreprises artisanales (strommestiftelsen.no, s.d.-a). L'organisation met l'accent sur l'auto-assistance, elle n'intervient pas directement sur le terrain, mais soutient des ONG et des partenaires locaux et nationaux dans la réalisation de leurs projets. Il est essentiel pour la Fondation Stromme que les projets soutenus et financés soient élaborés en collaboration étroite avec les populations concernées.

²⁶ [notre traduction] « Vi jobber gjennom lokale sivilsamfunnsorganisasjoner, myndigheter og andre for å støtte de som rammes, særlig kvinner ».

²⁷ [notre traduction] « Vi har mange utfordringer når det kommer til kjønn, likestilling og diskriminering, og sammen med CARE Norge jobber vi for å styrke kvinner slik at de kan heve stemmen, selv ta tak i utfordringer og komme seg ut av fattigdom ».

²⁸ Les autres se trouvent au Pérou, en Ouganda et au Sri Lanka.

Arrivée au Mali en 1985, la Fondation Stromme fait de la distribution alimentaire pendant plusieurs années. Elle commence également un programme d'alimentation et de santé pour prévenir la mortalité infantile. En 1987, elle lance un projet de panneaux solaires pour faire tourner des pompes à eau électriques. De plus la fondation s'engage comme la plus grande organisation norvégienne dans la lutte contre l'invasion des sauterelles au Sahel. L'objectif est d'aider les paysans maliens à empêcher la famine : une sauterelle ne mange que 2 grammes par jour, cependant quand il s'agit de grands essaims avec une densité de cent sauterelles par mètres carré, des récoltes entières sont en danger. Financée par Norad et le Ministère norvégien des Affaires étrangères, la Fondation Stromme est en charge du projet qui consiste à pulvériser environ 2000 km² de terrain par an, afin de garder l'invasion des sauterelles sous contrôle (strommestiftelsen.no, s.d.-b).

En 1989, la Fondation Stromme commence son travail de décentralisation, le bureau régional de Bamako ouvre en 1991 et depuis la fondation travaille uniquement avec des partenaires et des employés locaux. En 2004 commence un projet conçu au Mali par des experts en éducation en partenariat avec la Fondation Stromme : La Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (SSA/P)²⁹. Aujourd'hui, la SSA/P reste l'un des projets les plus importants de la Fondations Stromme. Il s'agit d'un programme d'apprentissage intensif de neuf mois, qui offre trois années d'enseignement primaire aux enfants de 8 à 12 ans, qui ont abandonné l'école, qui ont été exclus ou qui n'ont jamais eu l'occasion de commencer. Les deux premiers mois l'enseignement est dispensé dans la langue maternelle des enfants, puis la formation continue en français. Le but est de transférer ceux qui réussissent l'examen à la 3e ou la 4e année du système scolaire classique. Quand une année scolaire se termine, le programme est mis en place dans un autre village pour permettre à d'autres enfants d'en profiter. Entre le lancement du programme en 2004 et 2015, environ 150 000 enfants ont terminé le programme en Afrique de l'Ouest, c'est-à-dire au Mali, au Niger et en Burkina Faso³⁰ (ILO, 2015).

L'autre programme majeur pour la Fondation Stromme à ce jour commence en 2014, quand elle lance ses projets de microfinance (strommestiftelsen, s.d.-b). Des millions de pauvres en Afrique (et ailleurs) n'ont pas accès aux banques. La Fondation Stromme aide alors les

²⁹ Sur le site norvégien de la Fondation Stromme, la SSA/P porte le nom anglais *speed school*.

³⁰ Nous n'avons pas de chiffres uniquement pour le Mali.

villages à organiser des groupes de microfinance gérés par la communauté (CMMF)³¹. Grâce aux CMMF, la population villageoise a accès à la mise en commun des épargnes et à de petits prêts qui peuvent les aider à créer leurs propres entreprises, investir dans du matériel agricole, améliorer les routes, etc. La méthodologie du CMMF est également un mécanisme communautaire approprié de promotion de la littératie financière. La pratique consistant à réinvestir une partie des bénéfices économisés dans un cycle donné, a assuré une croissance continue de la capacité d'épargne et de prêt. Avec l'épargne accumulée, les groupes ont été forcés de chercher des institutions financières pour garder les fonds excédentaires en leur possession, ce qui a conduit à l'inclusion économique des membres (strommea.org, 2018). Comme CARE, la Fondation Stromme cherche à travailler avec les femmes pour favoriser le développement individuel et communautaire. Les groupes du CMMF concourent aussi à l'autonomisation socio-économique des femmes dans les communautés rurales, ils facilitent la création de réseaux commerciaux et de marketing où les bénéficiaires utilisent la plateforme du groupe d'épargne pour commercialiser leurs produits à l'intérieur et à l'extérieur du groupe.

Le travail de la Fondation Stromme est concentré dans les zones sud et centrales du Mali, notamment dans les régions de Kayes, Sikasso et Ségou. Grâce à cette concentration géographique, la fondation n'a pas été forcée d'arrêter des programmes, ni de réduire ses effectifs depuis que la crise a frappé le pays. Cela dit, la crise est néanmoins prise en compte quand la fondation prévoit des actions dans le futur. Pour des raisons de sécurité, la crise a provoqué l'interdiction de rouler à moto³² dans certaines zones, ce qui rend la visite des partenaires plus difficile qu'avant. La Fondation Stromme a aussi quelques partenaires dans la ville de Tombouctou, et les réunions avec eux se font uniquement dans le sud du pays maintenant.

³¹ CMMF est l'abréviation du terme anglais *Community Managed Microfinance*. La même abréviation figure dans nos sources en français et en norvégien concernant la microfinance et la Fondation Stromme.

³² Des motos ont parfois été utilisées dans des attaques terroristes.

5 La présence politique norvégienne

Comme nous l'avons déjà mentionné dans notre introduction, la première ministre norvégienne et le président français se sont accordés sur le fait que la situation dans la région sahélienne nécessite plus d'attention. Dans son discours lors de leur rencontre au mois de février 2018, Erna Solberg a déclaré que la Norvège renforçait son engagement dans la région. Dans ce chapitre, nous allons examiner les détails de cet engagement, en commençant par une analyse de la stratégie norvégienne envers les États fragiles. Par ailleurs, nous étudierons comment l'armée norvégienne a eu un rôle dans les forces de maintien de la paix. Finalement nous allons nous intéresser à savoir pourquoi la Norvège a récemment décidé d'ouvrir une ambassade à Bamako, et ce pour la première fois.

5.1 La stratégie envers les États fragiles

De nombreux documents officiels témoignent des ambitions norvégiennes actuelles pour les États fragiles, ainsi que des stratégies qui ont déjà été mises en place. En 2009, le Parlement norvégien, Stortinget, a présenté un rapport sur les grandes lignes de la politique étrangère du pays. Bon nombre des conclusions sont toujours valables, mais depuis, des changements majeurs se sont présentés dans le domaine de la politique de sécurité. Plusieurs livres blancs décrivent les contours d'un monde qui change et d'une situation de plus en plus exigeante. *Terrorisme, crime organisé, piraterie et cybersécurité*³³ parle entre autres des organisations terroristes qui exploitent des zones instables où les autorités ont peu de légitimité et des capacités réduites dans le secteur de la justice et de la sécurité. Ici, le Mali est mentionné comme un exemple (Utenriksdepartementet, 2015).

Dans *Une responsabilité commune pour un avenir commun*³⁴, traitant surtout des objectifs du développement durable, on peut lire que la situation mondiale exige que la Norvège accorde une attention plus grande aux pays et aux zones directement ou indirectement touchés par la guerre et les conflits, et que cela concerne principalement des pays situés dans la ceinture géographique du Mali à l'ouest jusqu'à l'Afghanistan à l'est. (Utenriksdepartementet, 2017a). Dans ce qui suit, nous allons porter notre attention sur un autre livre blanc d'une importance

³³ Titre original : *Globale sikkerhetsutfordringer i utenrikspolitikken — Terrorisme, organisert kriminalitet, piratvirksomhet og sikkerhetsutfordringer i det digitale rom.*

³⁴ Titre original : *Felles ansvar for felles fremtid — Bærekraftsmålene og norsk utviklingspolitikk.*

particulière, ainsi que deux rapports majeurs, concernant les États fragiles et le Mali en particulier.

5.1.1 Orientations applicables à la politique étrangère et de sécurité norvégienne

En 2015, à cause des changements majeurs dans le domaine de la politique de sécurité que nous avons constaté ci-dessus, le gouvernement a donc pris l'initiative de revoir l'ensemble de la politique de sécurité à travers un projet donnant naissance au livre blanc appelé *Orientations applicables à la politique étrangères et de sécurité norvégienne*³⁵. Ce livre blanc, daté du 21 avril 2017, présente la manière dont la Norvège devrait adapter sa politique étrangère face à une situation sécuritaire plus grave et plus imprévisible qu'avant (Utenriksdepartementet, 2017b). Ces « Orientations » sont basées sur la plateforme gouvernementale qui stipule que :

[...] le plus important partenariat d'intérêt et de valeur de la Norvège reste celui de l'Atlantique, de l'Europe et des pays nordiques. Le gouvernement cherchera activement à coopérer avec de nouveaux partenaires et s'engagera à l'échelle mondiale. En même temps, l'évolution des relations de pouvoirs politiques, économiques et militaires exige un ancrage politique réaliste, encore plus fort dans la communauté occidentale de pays voisins, d'alliés et de partenaires commerciaux concernant nos valeurs communes³⁶.

Les *Orientations applicables* constatent également qu'une bande d'instabilité allongée a évolué dans le Sud près des limites extérieures de l'Europe, et l'impact sur la sécurité norvégienne en est vaste et direct. L'ampleur de la migration et du volume des réfugiés est aujourd'hui plus grande qu'on l'aurait imaginée il y a quelques années, et la pression migratoire vers l'Europe va probablement augmenter. Certaines parties du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et du Sahel sont en crise. L'Afrique sub-saharienne connaît une croissance importante, mais avec des défis liés, entre autres, à une mauvaise gouvernance, à une forte croissance démographique et au changement climatique, le continent reste fragile. L'affaiblissement de la Libye, par exemple, rend l'Europe plus exposée aux défis des régions plus au sud que jamais auparavant. De cette manière, la bande troublée du Sahel à la corne de l'Afrique devient progressivement une partie intégrante de la politique de sécurité de

³⁵ Titre original : *Veivalg i norsk utenriks- og sikkerhetspolitikk* .

³⁶ [notre traduction] « Norges viktigste interesse- og verdifelleskap forblir det atlantiske, europeiske og nordiske. Regjeringen vil aktivt søke samarbeid med nye partnere og engasjere seg globalt. Samtidig krever endrede politiske, økonomiske og militære maktforhold en enda sterkere verdimeisig og realpolitisk forankring i de vestlige fellesskap av naboer, allierte og handelspartnere ».

l'Europe. L'instabilité dans ces zones peut également avoir des conséquences néfastes sur le développement dans des pays subsahariens plus stables.

Selon *Orientations applicables*, le gouvernement doit contribuer au progrès de la sécurité norvégienne de plusieurs manières. Entre autres, il va intensifier les efforts dans les voisinages instables de l'Europe. Ceci va se faire en mettant en œuvre une stratégie pour les efforts norvégiens dans les États et les régions fragiles, et en augmentant l'aide norvégienne dans les zones instables du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et, notamment, du Sahel.

L'aide aux États fragiles fait partie de l'effort important de stabilisation. L'objectif est de sortir les États des conflits, d'empêcher les États de s'effondrer et de réduire la fragilité. C'est néanmoins un impératif humanitaire d'aider les personnes dans le besoin. En même temps, l'aide d'urgence et l'aide au développement constituent la base d'un développement social et économique positif. C'est aussi dans le propre intérêt de la Norvège. Un développement plus équitable dans des circonstances paisibles dans les pays fragiles est important dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Ce livre blanc établit un lien clair entre la sécurité et le développement. Les pays donateurs en ont de plus en plus mesuré les conséquences, et considèrent désormais la politique d'aide étrangère dans le contexte de la politique de sécurité. La Norvège a déjà renforcé la politique d'aide étrangère dans des domaines concernant la politique de sécurité. Cependant, les développements dans les États fragiles montrent qu'il faut faire plus. La Norvège doit profiter de la flexibilité dans la gestion de son aide et contribuer là où elle pense avoir le plus grand effet, et avec les partenaires qu'elle considère les plus efficaces.

Le chapitre 10.2 du livre blanc traite en particulier de l'aide aux États fragiles. En raison des graves conflits dans certaines parties du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le gouvernement norvégien augmente l'aide aux pays concernés. Certains pays hébergeant un grand nombre de réfugiés ont du mal à fournir des services de base tels que l'éducation et la possibilité de travailler, et d'autres sont en grande difficulté à cause de la situation de sécurité. Pour cette raison, le gouvernement norvégien augmente considérablement l'aide à la Tunisie, à la Jordanie, au Liban – et au Sahel.

Le gouvernement norvégien travaille également pour mobiliser des donateurs internationaux, afin de satisfaire les énormes besoins des États fragiles. Une promesse internationale

commune est nécessaire. La connaissance des réalités locales et régionales, ainsi que la présence sur le terrain, sont essentielles pour obtenir de bons résultats dans les efforts de développement et de stabilisation. Pour cette raison, le gouvernement a donc décidé de créer deux nouvelles ambassades, dont une à Bamako au Mali³⁷.

5.1.2 Cadre stratégique d'action de la Norvège dans les États et régions fragiles

Avec le livre blanc *Une responsabilité commune pour un avenir commun*, déjà mentionné, le gouvernement a renforcé ses efforts de développement à long terme par le biais d'une catégorie distincte d'États fragiles, et le Sahel avec le Mali a été intégré dans une nouvelle catégorie de pays partenaires ayant besoin de prévention et de stabilisation de ses conflits. Un tel engagement demande des stratégies. Dans l'avant-propos du *Cadre stratégique d'action de la Norvège dans les États et régions fragiles*, publié le 29 juin 2017, le Ministre des Affaires étrangères, Børge Brende, écrit qu'à travers ce document, le gouvernement fait mieux connaître les instruments à leur disposition dans le travail pour stabiliser et développer les États fragiles (Utenriksdepartementet, 2017).

Selon *Cadre stratégique* tous les États membres des Nations Unies se sont engagés à atteindre les objectifs de développement durable énoncés dans l'Agenda 2030³⁸, ainsi que le principe de ne laisser personne pour compte³⁹. Il est de la responsabilité des États mêmes d'atteindre ces objectifs, mais l'ampleur des défis auxquels sont confrontés certains pays qui sont en conflit ou viennent d'en sortir, indique que la communauté internationale doit les aider pour qu'ils puissent prendre en charge leur propre sécurité et développement. Les États fragiles sont souvent pris dans un cercle vicieux qui nécessite des mesures spéciales pour jeter les bases d'un développement stable à long terme. La Norvège s'engage à développer son rôle et à contribuer à la définition de stratégies et d'objectifs communs pour les efforts internationaux. Les trois objectifs généraux de la participation accrue de la Norvège sont

³⁷ L'autre est à Tunis en Tunisie.

³⁸ Adopté par les chefs d'État et de Gouvernement lors du Sommet spécial sur le développement durable en 2015, l'Agenda 2030 fixe 17 objectifs de développement durable déclinés en 169 cibles pour répondre aux défis de la mondialisation (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018).

³⁹ « Leave No One Behind », en anglais, est l'un des éléments des objectifs de développement durable. Le principe est basé sur l'engagement à s'assurer que personne ne soit laissé pour compte et à ce qu'aucun objectif ne soit considéré comme étant atteint tant que ce n'est pas le cas pour tout le monde.

d'une part de contribuer à la prévention et à la résolution des conflits, d'autre part de concourir à la sécurité et à la stabilisation politique et renforcer la résistance, et enfin de jeter les bases d'un développement économique, social et politique afin d'améliorer les conditions de vie pour la population.

Le *Cadre stratégique* retrace d'abord tous les domaines d'action prioritaire (par exemple la sécurité, les droits de l'homme, et la synergie entre l'aide humanitaire et l'aide au développement à long terme), avant de constater que les évaluations des efforts dans les États fragiles mettent souvent en lumière des objectifs trop ambitieux avec un manque de compréhension du contexte local. Son but est donc de fixer des objectifs plus réalistes, ainsi que de mettre en évidence les risques et de sensibiliser davantage aux forces et aux limites des outils disponibles. L'accent est mis sur la coordination des instruments et des acteurs, à la fois en Norvège et au niveau international.

Pour cette raison, le *Cadre stratégique* établit cinq principes pour les travaux bilatéraux dans les États fragiles. Premièrement *la compréhension contextuelle est vue comme une condition nécessaire à l'obtention de résultats*⁴⁰, ce qui implique l'usage de différents milieux de recherche pour avoir les connaissances nécessaires, et pour le cas du Mali, aussi l'ouverture d'une ambassade pour être présent sur le terrain-même. Puis, *l'appropriation nationale doit également se traduire par une appropriation locale*⁴¹, c'est-à-dire que la Norvège travaille en de sorte que les accords et les plans de développement soient enracinés dans la population en général, et que les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés soient associés à la prise de décision. Au Mali, nous avons vu que les OSI norvégiennes contribuent fortement dans ce domaine déjà. Troisièmement, *les choix faits par la Norvège doivent prendre en considération les conflits*⁴². Autrement dit, quand la Norvège s'engage dans un pays, elle prend consciemment partie. L'engagement militaire et politique au Mali ces dernières années témoigne des intentions norvégiennes bien claires. Quatrièmement, *la Norvège doit agir rapidement et faire preuve de souplesse, mais penser à long terme*⁴³. Ce principe laisse plus de place à des projets pilotes visant à tester différentes approches. La flexibilité, en particulier sur le plan financier, est une force de la participation norvégienne. Cinquième et dernier point, *la Norvège doit être prête à prendre des risques*⁴⁴. Les coûts humains et financiers associés

⁴⁰ [notre traduction] « Kontekstforståelse er en forutsetning for resultater ».

⁴¹ [notre traduction] « Nasjonalt eierskap må også være lokalt eierskap ».

⁴² [notre traduction] « Valgene vi [Norge] tar skal være konfliktsensitive ».

⁴³ [notre traduction] « Vi [Norge] skal handle raskt og være fleksible, men tenke langsiktig ».

⁴⁴ [notre traduction] « Vi [Norge] skal være villige til å ta risiko ».

aux conflits à long terme sont énormes. En même temps, la participation à des situations politiquement sensibles présente des risques considérables, comme par exemple l'absence de résultats, des conséquences négatives imprévues, mais également (des risques pour la sécurité) la mise en danger du personnel. Sur le terrain malien, il y a actuellement des militaires ainsi que des diplomates norvégiens. Quels risques accepter et comment les gérer sont des questions ouvertes qui se posent sans discontinuer. Ce risque doit également être considéré contre le risque de ne rien faire.

Un manque d'engagement pourrait avoir comme conséquence une augmentation de flux migratoire. La fuite et la migration en provenance d'États et de régions fragiles ont un impact sur les flux vers l'Europe et la Norvège. Selon le « Cadre stratégique », le retour au pays et la migration doivent donc faire partie intégrante des relations avec les pays d'origine. Les pays bénéficiaires de l'aide norvégienne doivent respecter l'obligation de réadmettre leurs propres citoyens.

5.1.3 Stratégie norvégienne pour le Sahel

Le dernier rapport politique sur l'engagement norvégien au Mali et dans le Sahel, date du 10 septembre 2018. Il s'agit de la *Stratégie norvégienne pour le Sahel de 2018 – 2020*⁴⁵, publié par le Ministère des Affaires étrangères de Norvège. Géographiquement, l'action sera concentrée sur le pourtour du lac Tchad, le nord du Nigéria, le Niger et le Mali.

Cette stratégie liste les mêmes enjeux et causes du conflit dans la région sahélienne que les autres documents politiques, en soulignant que de « sombres perspectives d'avenir incitent les populations à se déplacer ». La plupart des migrants reste dans leur propre pays ou migrent dans les pays voisins. Avec l'effondrement de la Libye (où auparavant des millions d'Africain de l'Afrique de l'Ouest avaient du travail) et la tendance à la dissolution d'autres États, « les migrations illégales à destination de l'Europe ont augmenté » (Utenriksdepartementet, 2018). La Stratégie établit également un lien entre le développement du Sahel et celui du Maghreb, et souligne qu'il faut considérer la région dans sa globalité.

⁴⁵ Titre original : *Strategi for norsk innsats i Sahelregionen* . Ce document existe également en français, et c'est dans cette version que nous avons trouvé les traductions françaises des titres de différents rapports politiques.

Pourquoi faut-il une stratégie pour le Sahel ? Selon la Stratégie même, il s'agit entre autres de protéger les intérêts norvégiens :

La progression de l'islamisme radical et violent menace la sécurité de plusieurs pays et zones géographiques. L'affaiblissement de la souveraineté et de la capacité de gouvernance des États peut ouvrir la voie à des menaces susceptibles de frapper à plus long terme les intérêts norvégiens. L'enjeu le plus important pour la Norvège est de préserver la sécurité dans notre propre région du monde (Utenriksdepartementet, 2018).

Ces dernières années, l'augmentation du terrorisme ainsi que des migrations illégales a exercé une pression croissante sur l'Europe. A court terme, c'est dans l'intérêt de la Norvège d'éviter que la situation ne se détériore, ainsi que de travailler à long terme pour un développement durable sous une bonne gouvernance (Utenriksdepartementet, 2018).

Les trois objectifs généraux pour le Sahel sont les mêmes que ceux que nous avons observés pour les États et les régions fragiles, dans le sous-chapitre précédent. Ces objectifs sont divisés en neuf sous-objectifs généralement beaucoup plus précis, avec des suggestions concrètes :

Sous-objectif : Faire en sorte que les Nations Unies disposent des ressources nécessaires, qu'elles soient en position de force et jouent un rôle pertinent. La Norvège pourra contribuer, dans le cadre des instances internationales concernées, telles que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies, à une discussion ciblée concernant l'évolution au Sahel, discussion tournée vers l'avenir et axée sur des solutions concrètes. La Norvège est favorable à une coopération et une coordination étroites entre l'opération de maintien de la paix des Nations Unies au Mali (MINUSMA), le G5 Sahel et les autres partenaires présents dans la région. Dans le même temps, elle restera un partenaire fiable pour les Nations Unies dans le cadre de leur action de résolution du conflit et de construction de la paix au Mali. La participation norvégienne à la MINUSMA est essentielle à cet égard. La décision norvégienne de reconduire la mission de transport aérien est capitale dans ce contexte.

Cet exemple nous paraît assez concret. Les autres sous-objectifs ainsi que le reste de la Stratégie couvrent les domaines que nous avons évoqués auparavant, et suivent en grande partie les principes que nous avons relevés dans le *Cadre stratégique*. Les ambitions sont toujours grandes et certainement pas faciles à atteindre, néanmoins au-delà des principes la stratégie propose des actions pratiques à mettre en œuvre concrètement.

5.2 MINUSMA

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité le 25 avril 2013, pour soutenir les processus politiques au Mali et accomplir un certain nombre de tâches liées à la sécurité. La Mission a été invitée à soutenir les autorités de transition du Mali dans la

stabilisation du pays, et la mise en œuvre de la feuille de route de transition. En adoptant à l'unanimité la résolution 2164 du 25 juin 2014, le Conseil a en outre décidé que la Mission devrait se concentrer sur des tâches telles que la sécurité, la stabilisation et la protection des civils ; soutenir le dialogue politique national et la réconciliation ; et aider au rétablissement de l'autorité de l'État, à la reconstruction du secteur de la sécurité ; et à la promotion et la protection des droits de l'homme (Peacekeeping.un.org, s.d.).

La Norvège a participé à la mission de stabilisation intégrée de l'ONU, MINUSMA, depuis sa création. Elle soutient financièrement la mission et a déployé du personnel militaire hautement qualifié pour participer sur le terrain. En 2016, la Norvège, avec quatre pays partenaires, a lancé un plan de rotation pour la fourniture d'avions de transport militaire à MINUSMA. Compte tenu du nombre d'attaques contre les patrouilles et les convois logistiques de MINUSMA, un avion de transport militaire est un catalyseur essentiel. L'année dernière, en 2017, la Norvège a décidé de prolonger le programme de rotation jusqu'en 2020. Cela témoigne de son engagement continu en faveur de la paix et de la sécurité au Mali et dans les pays voisins (Hagen, 2018a).

En outre, la Norvège a apporté un soutien politique et financier à la coopération en matière de sécurité entre les pays du Sahel dans le contexte du G5 Sahel. Il est important que les pays de la région assument eux-mêmes la responsabilité de la sécurité de leurs populations. Grâce à ces contributions, la Norvège montre sa détermination à être un partenaire à long terme pour les pays du Sahel (Marianne Hagen, 2018a).

5.3 L'Ambassade norvégienne

Le 23 septembre 2016, le Ministre des Affaires étrangères, Børge Brende, a annoncé que la Norvège établirait une nouvelle ambassade à Bamako. Il a déclaré que les efforts norvégiens au Mali font partie de l'engagement envers les États fragiles, et de la lutte contre l'extrémisme et la violence que l'on déplore dans le Sahel depuis le début du millénaire. Selon Brende, la diplomatie norvégienne avait été sollicitée par les autorités maliennes depuis longtemps. Il a également rajouté que la contribution à la paix, ainsi qu'à la stabilité dans la région du Sahel, est importante pour favoriser la croissance et le développement, mais aussi pour limiter la forte migration future de la région (Brende, 2016). Cette précision nous semble très

importante car elle lie l'engagement norvégien dans le Sahel spécifiquement à la peur de flux de migrants et de réfugiés de l'Afrique venant en Europe et, potentiellement, en Norvège.

L'ouverture de l'ambassade était prévue pour l'été 2017, et s'est faite officiellement le 31 janvier 2018. Avec cinq diplomates sur place, y compris l'ambassadeur, la nouvelle ambassade est relativement importante : la plupart des missions étrangères norvégiennes en ont environ trois⁴⁶. L'ambassade à Bamako couvre cinq pays francophones de l'Afrique de l'ouest, à savoir la Mauritanie, le Burkina Faso, le Tchad, le Niger, et bien sûr, le Mali. L'ambassade est avant tout chargée de questions politiques, économiques et sécuritaires des cinq pays mentionnés, ainsi que de la région du Sahel. Elle administre également l'aide bilatérale, principalement au Mali et au Niger. Par ailleurs, l'ambassade œuvre en faveur de l'industrie et du commerce norvégiens, et apporte de l'assistance consulaire aux ressortissants se trouvant dans les États accréditaires. La communauté norvégienne au Mali compte actuellement une trentaine de personnes : quinze militaires travaillant pour MINUSMA⁴⁷, entre quatre et huit missionnaires stationnés dans la capitale et dans les régions de Sikasso et de Kayes, deux à trois Norvégiens travaillant pour des ONG norvégiennes à Bamako⁴⁸, ainsi que les cinq diplomates mentionnés et leurs familles. Il faut aussi noter que l'ambassade norvégienne ne délivre pas de visas⁴⁹.

La Ministre Déléguée, Marianne Hagen, a présidé à l'ouverture de l'ambassade, lors de laquelle elle a souligné que cette présence diplomatique contribue à un dialogue intensifié à propos des défis rencontrés par le Mali et la région du Sahel. Le Niger ainsi que le Mali font partie des pays prioritaires dans le programme de coopération et d'aide au développement, et la Norvège souhaite être un partenaire dans l'effort pour la paix, la sécurité et le développement dans le Sahel. Selon Hagen, la participation norvégienne aux opérations de maintien de la paix de MINUSMA a donné une dimension particulière à cet engagement. L'ouverture d'une nouvelle ambassade au Mali indique également que les relations bilatérales entre la Norvège et le Mali ont été renforcées ces dernières années (Hagen, 2018b). Précisons que c'est la première fois depuis des années que la Norvège ouvre une nouvelle ambassade

⁴⁶ Information fournie par le Département des Affaires étrangères norvégien, par téléphone.

⁴⁷ Ce chiffre varie : en 2016, 70 militaires norvégiens étaient engagés dans MINUSMA au Mali (itjenestefornorge.no, s.d.)

⁴⁸ Information fournie par le Département des Affaires étrangères norvégien, par téléphone.

⁴⁹ Au Mali, c'est le Danemark qui traite les demandes de visa Schengen au nom de la Norvège. Cette coopération repose sur le fait que les pays Schengen suivent un cadre réglementaire identique et partagent la responsabilité du contrôle aux frontières de l'espace Schengen.

dans un pays francophone. Actuellement, l'ambassade norvégienne à Bamako est la seule ambassade francophone sur le continent africain au sud du Sahara.

Durant son discours d'ouverture, la Ministre, Marianne Hagen, a également attiré l'attention sur les travaux des associations et des missions évangéliques norvégiennes au Mali. Elle a notamment mentionné les OSI que nous évoquons dans ce mémoire ; la Fondation Stromme et CARE, et plus particulièrement, elle a souligné les efforts déployés de longue date par l'AEN. Comme nous, Hagen a constaté que la coopération entre le Mali et la Norvège a débuté il y a presque 40 ans et que leurs relations mutuelles ne se sont que renforcées depuis. Selon Hagen, la présence norvégienne dans le Sahel, fait partie des mesures que la Norvège entreprend pour aider le Mali à « éliminer »⁵⁰ la pauvreté. Nous sommes conscients qu'elle a prononcé ceci lors d'un discours officiel et cérémonial, et qu'un texte de ce genre à une telle occasion demande un vocabulaire et une rhétorique qui s'approchent de l'hyperbole. En effet, une ambition de cette ampleur, à savoir éliminer la pauvreté, semble plus facile à exprimer qu'à mettre en œuvre.

Avec l'ouverture de l'ambassade, la Norvège souhaite également assister le Mali pour atteindre les objectifs de développement durable, ainsi qu'aider le pays à assurer une éducation de qualité pour tous, de bons services de santé, la sécurité alimentaire et de développer un secteur agricole capable de s'adapter au changement climatique. Les objectifs norvégiens peuvent s'avérer difficiles à atteindre, et ils ne s'arrêtent pas là : l'intention est également d'aider le Mali dans ses efforts à retrouver la paix et la sécurité, en rétablissant l'autorité du gouvernement sur l'ensemble de son territoire. Comme Brende, Hagen mentionne aussi la migration du Sahel : la Norvège a pour ambition d'aider le Mali à résoudre ses conflits et de faire face aux conséquences de l'incursion terroriste, ainsi qu'à s'attaquer aux principaux facteurs de la migration. Hagen exprime que le Mali et la Norvège sont confrontés à un bon nombre de mêmes menaces, ce qui rapproche les deux pays (Hagen, 2018c). Il est vrai que la situation sécuritaire au Mali a des conséquences pour toute la région et que la communauté internationale est préoccupée par la fragilité croissante du pays. Les flux de réfugiés affectent certainement l'Europe et ainsi la Norvège, mais une telle comparaison entre les défis maliens et norvégiens nous semble cependant quelque peu exagérée.

⁵⁰ [notre traduction] Le discours s'est fait en anglais et le terme utilisé était *eradicate* .

Nous venons de constater que la Norvège est présente sur le terrain malien, aussi bien avec du personnel militaire que diplomatique, et qu'il existe de nombreux documents politiques norvégiens traitant les États fragiles ainsi que la situation dans le Sahel. Dans notre conclusion, nous résumerons l'évolution de l'engagement norvégien au Mali.

Conclusion

Comme nous l'avons constaté au début de ce mémoire, l'engagement norvégien au Mali date de la sécheresse des années 80. Pour éviter et prévenir la famine, la pauvreté et de nouveaux conflits, une large collaboration s'est établie entre les OSI norvégiennes et des partenaires internationaux. Aujourd'hui cette collaboration inclut également des domaines comme l'agriculture durable, l'éducation, la paix et la réconciliation, ainsi qu'un soutien aux institutions démocratiques. En 2012, la situation s'est radicalement aggravée, dirigeant l'engagement norvégien dans une direction beaucoup plus politique, avec des objectifs fixés, non seulement pour le Mali et le Sahel, mais aussi pour la Norvège elle-même.

Avec la crise, le Mali s'est très rapidement transformé en un État fragile, ce qui montre peut-être que la situation du pays, avant le printemps arabe, était plus grave que ce que la communauté internationale avait estimé ou a-voulu croire. On était conscient de la pauvreté endémique, du manque de développement ainsi que des problèmes liés aux changements climatiques, mais a-t-on jugé le développement du paysage démocratique malien de manière trop optimiste ? Les difficultés sociales liées aux problèmes mentionnés expliquent bien pourquoi les OSI norvégiennes sont restées depuis les années 80. Leur présence est plus nécessaire que jamais, et malheureusement, rien n'indique que la situation va s'améliorer dans un avenir proche. Les problèmes s'accumulent et la situation sécuritaire affecte négativement la capacité des OSI ainsi que les pays donateurs à mettre en œuvre leurs programmes. Mais sans efforts de développement, il serait également difficile d'établir la sécurité à long terme. En effet, la sécurité et le développement durable vont de pair.

La Norvège a décidé que le Sahel, avec le Mali, est une région prioritaire pour recevoir de l'aide au développement, et la principale problématique est celle de la sécurité. Pour cela, la Norvège participe avec des renforcements militaires à MINUSMA sur le terrain, et avec un support financier aux forces de G5. Par ailleurs, le pays a aussi pris la décision politique et diplomatique d'ouvrir une ambassade. Cette décision nous semble coordonnée avec le principe que *la compréhension contextuelle est vue comme une condition nécessaire à l'obtention de résultats*, et également avec celui selon lequel *l'appropriation nationale doit également se traduire par une appropriation locale*. La présence sur le terrain est importante pour être en contact direct avec les institutions politiques ainsi que les OSI locales, et cela crée une proximité essentielle aux bénéficiaires et collaborateurs locaux.

Que le Sahel et le Mali se trouvent dans une situation difficile et préoccupante est évident, et que la Norvège souhaite aider semble noble et admirable, mais quelle est sa motivation sous-jacente ? IBK a dit que le Mali est une digue vers l'Europe et que si elle rompt, l'Europe sera submergée. Il est vrai que le Mali est un pays de transit, par lequel beaucoup de personnes de l'Afrique de l'Ouest passent en allant vers le Maghreb et l'Europe. En même temps, il semblerait peut-être un peu exagéré de prétendre que le Mali soit un pays aussi décisif pour le futur européen. Président d'un État fragile courant le risque de s'écrouler sans aide de l'extérieur, IBK exhorte l'Europe à continuer son engagement en soulignant qu'elle a tout à y gagner. Par ailleurs, dans nos sources, nous trouvons de nombreux exemples illustrant le fait que la Norvège d'une manière ou d'une autre exprime une certaine peur de futurs flux de réfugiés vers l'Europe et, potentiellement, vers la Norvège elle-même. Certes, la signature des accords pour la paix a marqué une progression, mais la multiplication d'épisodes violents des conditions climatiques qu'en croissance démographique accrue, cela pourra être une réalité (Sæbo, 2018).

Un Sahel stable est bien évidemment souhaitable, non seulement pour les pays eux-mêmes et leurs voisins, mais également pour l'Europe. Cependant, la « Stratégie norvégienne pour le Sahel 2018 – 2020 » du mois de septembre 2018 est d'une durée, pour l'instant, de seulement 3 ans, beaucoup plus courte que les « Orientations applicables à la politique étrangère et de sécurité norvégienne », qui constituent une base importante pour la contribution norvégienne à la réalisation des objectifs de développement durables d'ici 2030. Il est à ce stade impossible de dire ou de prévoir si la Stratégie pour le Sahel fonctionne, ou si elle sera révisée et prolongée. De plus, il est difficile de dire à quel stade de développement le Mali se trouvera à ce moment-là. Cependant, nous craignons que les traits de fragilité soient toujours visibles, que la présence internationale soit toujours nécessaire, et que le besoin des OSI n'ait pas diminué. Espérons que nous avons tort.

Bibliographie

- Ahmed, B. & Boisbouvier, C. (2012, le 21 février). Nord-Mali : guerre à huis clos. *JeuneAfrique.com*. <http://www.jeuneafrique.com/142842/politique/nord-mali-guerre-huis-clos/> [date de lecture 10.03.18].
- Atlasinfo. (2012, le 18 mars). Mali : un mouvement islamiste appelle à appliquer la charia par les armes. https://www.atlasinfo.fr/Mali-un-mouvement-islamiste-appelle-a-appliquer-la-charia-par-les-armes_a26787.html [date de lecture 01.06.18].
- AWID. (2017). Micro-épargne et développement économique : les femmes en route vers l'égalité. <https://www.awid.org/fr/publications/micro-epargne-et-developpement-economique-les-femmes-en-route-vers-legalite> [date de lecture 08.07.18].
- Ba, B. & Bøås, M. (2017). *Mali: A Political Economy Analysis*. Oslo: Norwegian Institute of International Affairs.
- Baché, D. (2013, le 28 juillet). Dimanche, les Maliens jouent leur avenir à la présidentielle. *Lefigaro.fr*. <http://www.lefigaro.fr/international/2013/07/26/01003-20130726ARTFIG00471-dimanche-les-maliens-jouent-leur-avenir-a-la-presidentielle.php> [date de lecture 01.10.18].
- Bistandsaktuelt. (2015). Norske organisasjoner i skuddlinjen. <http://www.bistandsaktuelt.no/nyheter/nyheter---tidligere-ar/2012/norske-organisasjoner-i-skuddlinjen/> [date de lecture 14.05.18].
- Boisvert, M.-A. (2015). Failing at Violence: The Longer-lasting Impact of Pro-government Militias in Northern Mali since 2012. *African Security* 8, 272–298.
- Bourdarias, F. 2008. L'Imam, le Soufi et Satan : religion et politique à Bamako (Mali). In H. Bertheleu, & F. Bourdarias (Éds.), *Les constructions locales du politique* (115–139). Tour: Presses universitaires François-Rabelais.
- Brende, B. (2016). Norge oppretter ambassade i Mali. <https://www.regjeringen.no/no/aktuelt/ambassade-mali/id2512302/> [date de lecture 30.09.18].
- Brock, L., Holm, H, & Sorenson, G. (2012). *Fragile states: Violence and the failure of intervention*. Cambridge: Polity Press.
- Bøås, M. (2012). Castles in the sand: informal networks and power brokers in the northern Mali periphery. In M. Utas (Éds.), *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks* (119–134). London: Zed Books.
- Bøås, M. & Torheim, L.-E. (2013). The trouble in Mali – corruption, collusion, resistance. *Third World Quarterly*, 34(7), 1279–1292.

- COWIconsult Agriculture Rural Development Division. (1992). *Evaluation of the Sahel – Sudan – Ethiopia Programme 1986-90: Synthesis report* (Vol. 2.92, Evaluation report (Norge. Utenriksdepartementet : trykt utg.)). Oslo: Ministry of Foreign Affairs. https://norad.no/globalassets/import-2162015-80434-am/www.norad.no-ny/filarkiv/vedlegg-til-publikasjoner/historiske-evalueringsrapporter/er_2.92.pdf
- Carayol, R. (2015, le 3 décembre). Mali : Keïta et Koufa, l'inquiétant duo terroriste du Sud. *JeuneAfrique.com*. <http://www.jeuneafrique.com/mag/280602/politique/mali-keita-koufa-linquiétant-duo-terroriste-sud/> [date de lecture 08.03.18].
- CARE France. (s.d.). Le fonctionnement des groupes d'épargne. <https://www.carefrance.org/partenaires/entreprise-fondation/actualites-entreprises/Le-fonctionnement-des-groupes-d-epargne.htm> [date de lecture 24.06.18].
- CARE International. (2017). Mali. Country info. <http://www.care.org/country/mali> [date de lecture 20.06.18].
- CARE Norge. (s.d.-a). Mali. https://www.care.no/Forside/?article_id=66 [date de lecture 20.06.18].
- CARE Norge. (s.d.-b). Mali trenger fred og stabilitet. https://www.care.no/Aktuelt/?article_id=990 [date de lecture 04.07.18].
- CARE Norge. (s.d.-c). Om oss. <https://www.care.no/om-oss/> [date de lecture 04.07.18].
- Courrier International. (2012, le 25 septembre). Mali. A Gao, les islamistes achètent des jeunes. <https://www.courrierinternational.com/article/2012/09/24/a-gao-les-islamistes-achètent-des-jeunes> [date de lecture 27.02.18].
- Diarrah, S. (2013, le 17 septembre). Reconstruction d'un pays brisé : Les défis du nouveau président. *Maliactu.net*. <https://maliactu.net/reconstruction-dun-pays-brise-les-defis-du-nouveau-president/> [date de lecture 10.03.18].
- Dumstre, G. (dir.). (1994). *Stratégies communicatives au Mali : langues régionales, bambara, français*. Paris: Didier Erudition.
- European University Institute. (2009). *Overcoming Fragility in Africa – Forging a New European Approach*. San Domenico di Fiesole: European University Institute.
- Feeny, S., Posso, A., & Regan-Beasley, J. (2014). Handle with care: Fragile states and the determinants of fragility. *Applied Economics*, 47(11), 1–13.
- Fenske, J. (2010). *Institutions in African History and Development: A Review Essay*. Munich: Munich Personal RePEc Archive.
- Funes, N. (2018, le 18 août). Mali : IBK n'a plus de légitimité démocratique. *nouvelobs.com*. <https://www.nouvelobs.com/monde/afrique/20180817.OBS0968/mali-ibk-n-a-plus-de-legitimite-democratique.html> [date de lecture 28.10.18].

- Gaulme, F. (2011). « États faillis », « États fragiles » : Concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale. *Politique étrangère*, Printemps(1), 17–29.
- Goya, M. (2013). La guerre de trois mois : L'intervention française au Mali en perspectives. *Politique étrangère*, Été(2), 157–168.
- Guennoun & Bassou (2107). Le Sahel face aux tendances Al Qaeda et Daech : Quel dénouement possible ? <http://www.ocppc.ma/publications/le-sahel-face-aux-tendances-al-qaeda-et-daech-quel-d%C3%A9nouement-possible> [date de lecture 10.07.18].
- G5sahel.org. (2015). Le G5 Sahel. <http://www.g5sahel.org/index.php/qui-sommes-nous/le-g5-sahel> [date de lecture 09.08.18].
- Hagen, M. (2018a). Åpningsinnlegg på seminar om Sahel. https://www.regjeringen.no/no/aktuelt/sahel_krise/id2598650/ [date de lecture 05.05.18].
- Hagen, M. (2018b). Norge åpner ambassade i Mali. https://www.regjeringen.no/no/aktuelt/amb_mali/id2588218/ [date de lecture 04.10.18].
- Hagen, M. (2018c). Åpning av ambassaden i Bamako, Mali. https://www.regjeringen.no/no/aktuelt/ambassade_bamako/id2588343/ [date de lecture 04.10.18].
- Holter, H. & Kalleberg, R. (Éds.). (1996). *Kvalitative metoder i samfunnsforskning*. Oslo: Universitetsforlaget.
- Humanitarianresponse.info. (2017). Liste des Contacts Humanitaires MALI. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/liste_contact_humanitaire_mali_2017-04-13_5.pdf
- ICG (International Crises Group). (2017). Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction. *Rapport Afrique*, 249.
- I tjeneste for Norge (s.d). Operasjon UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA) : <https://itjenestefornorge.no/operasjoner/un-multidimensional-integrated-stabilization-mission-in-mali-minusma> [date de lecture 10.10.18].
- Konaré, K. (dir.). (2001). *Le Mali des talents*. Paris: Cauris Editions.
- Kone, K. (2017). A Southern View on the Tuareg Rebellions in Mali. *African Studies Review*, 60(1), 53–75.
- JeuneAfrique.com (2018a, le 2 août). Présidentielle au Mali : IBK et Soumaïla Cissé s'affronteront au second tour. <http://www.jeuneafrique.com/609688/politique/presidentielle-au-mali-ibk-et-soumaila-cisse-saffronteront-au-second-tour/> [date de lecture 25.08.18].

- JeuneAfrique.com. (2018b, le 20 août). Mali : la victoire d'IBK validée par la Cour constitutionnelle. <http://www.jeuneafrique.com/617564/politique/mali-la-victoire-dibk-validee-par-la-cour-constitutionnelle/> [date de lecture 25.08.18].
- Jørgensen, K., & Normisjon. (2017). *Misjon i bevegelse*. Oslo: Luther.
- Kirkens Nødhjelp. (s.d.) Vår historie. <https://www.kirkensnodhjelp.no/om-oss/var-historie/> [date de lecture 20.02.18].
- Kriseinfo.no. (2012). UD fraråder reiser til Mali. <http://www.kriseinfo.no/Aktuelt/Mars-2012/UD-frarader-reiser-til-Mali/> [date de lecture 10.08.18].
- La Banque Mondiale. (2018a). Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, \$ US courants). <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.KLT.DINV.CD.WD?end=2016&locations=ML&start=1998&view=chart> [date de lecture 02.03.18].
- La Banque Mondiale. (2018b). Tourisme international, nombre d'arrivées. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ST.INT.ARVL?end=2016&locations=ML&start=1995&view=chart> [date de lecture 02.03.18].
- La Banque Mondiale. (2018c). Mali présentation. <http://www.banquemondiale.org/fr/country/mali/overview> [date de lecture 08.05.18].
- La Banque Mondiale. (2018d). Population âgée de 0 à 14 ans (% du total). <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.0014.TO.ZS?locations=ML> [date de lecture 08.05.18].
- La Banque Mondiale. (2018e) Espérance de vie à la naissance, total (années). <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.IN?locations=ML> [date de lecture 14.05.18].
- L'Ambassade norvégienne à Accra. (s.d.). Mer om Elfenbenskysten. <https://www.norway.no/fr/ivory-coast/for-nordmenn/mer-om-elfenbenskysten/> [date de lecture 01.11.18]
- Le PNDU. (2018a). Le PNUD au Mali. <http://www.ml.undp.org/content/mali/fr/home/about-us/> [date de lecture 08.05.18].
- Le PNUD. (2018b). A propos du Mali. <http://www.ml.undp.org/content/mali/fr/home/countryinfo.html> [date de lecture 10.05.18].
- Mémier, M. (2017). AQMI et Al-Mourabitoun : le djihad sahélien réunié ? *Études de l'Ifri*, Ifri. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/memier_aqmi_et_al-mourabitoun_fr_2017.compressed.pdf
- Ministère des Armées. (2014). Lancement de l'opération Barkhane. <https://www.defense.gouv.fr/english/operations/operations/actualites/lancement-de-l-operation-barkhane> [date de lecture 01.10.18].

- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2018). Agenda 2030 du développement durable : où en est la France ? <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement/l-agenda-international-du-developpement/article/l-agenda-2030-et-les-objectifs-de-developpement-durable-odd> [date de lecture 10.08.18].
- NORAD (2018). Country Evaluation Brief: Mali. Relevant knowledge about donors' development efforts in Mali. <https://www.norad.no/en/toolpublications/publications/2018/country-evaluation-brief-mali/> [date de lecture 02.05.18].
- OECD. (2017). États de fragilité 2016. Comprendre la violence. <http://www.oecd.org/fr/cad/conflits-fragilite-resilience/etats-de-fragilite-2016-9789264269996-fr.htm> [date de lecture 10.06.18].
- OECD. (2018). States of Fragility Framework, 2018. <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/statesoffragilityframework2018.htm> [date de lecture 10.11.18].
- Organisation internationale du Travail (OIT). (2015). Combattre le travail des enfants par l'éducation et la formation professionnelle au Mali. http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/documents/publication/wcms_463187.pdf
- Peacekeeping.un.org. (s.d.). Minusma fact sheet. <https://peacekeeping.un.org/en/mission/minusma> [date de lecture 19.07.18].
- Plantade, Y. (2012, le 25 décembre). Dans le nord du Mali, les Touaregs du MNLA lancent un nouveau défi armé à l'Etat. *Lemonde.fr*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/01/25/dans-le-nord-du-mali-les-touareg-du-mnla-lancent-un-nouveau-defi-arme-a-l-etat_1634378_3212.html [date de lecture 10.03.18].
- Lackenbauer, H., Lindell, M.T. & Ingerstad, G. (2015). "If our men won't fight, we will": A Gendered Analysis of the Armed Conflict in Northern Mali. FOI Report, FOI-R--4121—SE.
- L'AEN. (2017). Aide de l'Église Norvégienne Mali. Brochure.
- Landinfo Utlendingsforvaltningens fagenhet for landinformasjon. (2016a). *Temannotat, Mali: sikkerhet og væpnede grupper*. Oslo: Landinfo.
- Landinfo. Utlendingsforvaltningens fagenhet for landinformasjon. (2016b). *Respons, Mali og migrasjon*. Oslo: Landinfo.
- Le Figaro. (2013a, le 22 août). Afrique : fusion de 2 groupes djihadistes. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/22/97001-20130822FILWWW00250-afrique-fusion-de-2-groupes-djihadistes.php> [date de lecture 11.03.18].
- Le Figaro. (2013b, le 15 août). Mali : Ibrahim B. Keïta élu avec 77,61%. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/15/97001-20130815FILWWW00077-mali-ibrahim-b-keita-elu-avec-7761.php> [date de lecture 1.10.18].

- Le Matin d'Algérie. (2012, le 18 juillet). Les trois otages européens enlevés à Tindouf libérés par le Mujao. <http://www.lematindz.net/news/8634-le-mujao-libere-les-trois-otages-europeens-enleves-a-tindouf.html> [date de lecture 10.3.18].
- Le Parisien. (2013, le 21 janvier). Algérie : 38 otages tués, 5 disparus, et 29 assaillants abattus à In Amenas. <http://www.leparisien.fr/international/algerie-37-otages-etrangers-ont-ete-tues-a-in-amenas-21-01-2013-2499497.php> [date de lecture 10.3.18].
- Maliactu. (2013, le 23 février). Mali : un mouvement d'Arabes dit combattre des rebelles touareg dans le Nord. <http://maliactu.net/mali-un-mouvement-d-arabes-dit-combattre-des-rebelles-touareg-dans-le-nord/> [date de lecture 14.03.18].
- Mouton, J. (2012). « État fragile », une notion du droit international ? *Civitas Europa*, 28(1), 5–18.
- Norris, P. (2013). Muslim Support for Secular Democracy. In: L.Z. Rahim (Éd.), *Muslim Secular Democracy. Voices from Within* (113–140). New York: Palgrave Macmillan.
- Nyirabikali, G. (2015). Mali Peace Accord: Actors, issues and their representation. <https://www.sipri.org/node/385> [date de lecture 01.10.18].
- OCDE/CSAO. (2014). *Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité*. OECD Publishing.
- Rfi Afrique. (2012a, le 6 avril). Mali : le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad. <http://www.rfi.fr/afrique/20120406-mali-le-mnla-proclame-independance-azawad> [date de lecture 10.3.18].
- Rfi Afrique. (2012b, le 20 mars). Rupture entre le MNLA et Ansar Dine au nord du Mali. <http://www.rfi.fr/afrique/20120320-nord-mali-rupture-mnla-ancar-dine-touaregs-lyad%20Ag%20Ghali> [date de lecture 10.3.18].
- Rfi Afrique. (2014, le 7 juillet). Alger : autorités et groupes armés maliens entament les discussions. <http://www.rfi.fr/afrique/20140716-alger-autorites-groupes-armes-maliens-entament-discussions/> [date de lecture 12.03.18].
- Rfi Afrique. (2015, le 20 novembre). Ce que l'on sait de l'attentat à l'hôtel Radisson de Bamako. <http://www.rfi.fr/afrique/2min/20151120-attentat-mali-hotel-radisson-blubamako-al-mourabitoun-terrorisme-al-qaida> [date de lecture 14.03.18].
- Rochon, C., Blanchard, M., & Chassigneux, C. (2007). La circoncision des femmes en Afrique : Repenser les politiques de santé. *Ateliers de l'Éthique*, 2(1), 82–94.
- Roger, B. (2012). Mali : Dioncounda Traoré fait officiellement appel à l'ONU. *JeuneAfrique.com*. <http://www.jeuneafrique.com/174335/politique/mali-dioncounda-traor-fait-officiellement-appel-l-onu/?=cap-vert> [date de lecture 14.03.18].
- Sanaker, J., Holter, K., & Skattum, I. (2006). *La francophonie : Une introduction critique*. Oslo: Unipub/Oslo Academic Press.

- Sangaré, B. (2016). Le Centre du Mali : épïccentre du djihadisme ?
https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-05-20_FR_B-SANGARE.pdf
- Seely, J. (2001). A political analysis of decentralisation: co-opting the Tuareg threat in Mali. *Journal of Modern African Studies*, 39(3), 499–524.
- Skattum, I. (1997). L'Education bilingue dans un contexte d'oralité et d'exoglossie: Théories et réalités du terrain au Mali. *Nordic Journal of African Studies*, 6(2), 74–105.
- Skattum, I. (1998). Droits de la personne et droits de la collectivité dans la presse écrite au Mali. Une rhétorique. *Romansk Forum* (Université d'Oslo), 7, 35–65.
- Solberg, E. (2018). Meeting with President Emmanuel Macron.
<https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/meeting-with-president-emmanuel-macron/id2591452/> [date de lecture 10.06.18].
- Sommerfelt, T., Hatløy, A. & Jesnes, K. (2015). *Religious Reorientation in Southern Mali – A Summary*. Oslo: FAFO.
- Soudan, F. (2017, le 15 décembre). Ibrahim Boubacar Keïta : « Le Mali est une digue. Si elle rompt, l'Europe sera submergée ».
<http://www.jeuneafrique.com/mag/498791/politique/ibrahim-boubacar-keita-le-mali-est-une-digue-si-elle-rompt-leurope-sera-submergee/> [date de lecture 12.02.18].
- Strømmestiftelsen. (s.d.-a). Jobb og utdanning gir mennesker et bedre liv.
<https://strommestiftelsen.no/hvordan-utrydde-fattigdom> [date de lecture 01.06.18].
- Strømmestiftelsen. (s.d.-b). Historien vår - et lite innblikk i årene som har gått.
<https://strommestiftelsen.no/hva-gjor-strommestiftelsen/historien-var> [date de lecture 10.06.18].
- Strømme Foundation East Africa. (2018). Community Managed Microfinance (CMMF).
<https://strommee.org/program/community-managed-microfinance-cmmf/> [date de lecture 11.06.18].
- Studiotami. (2016, le 11 juin). Le HCUA demande à la France de revenir sur sa déclaration.
<http://www.studiotamani.org/index.php/politique/7972-le-hcua-demande-a-la-france-de-revenir-sur-sa-declaration> [date de lecture 12.03.18].
- Sæbø, B. (2018, le 16 octobre). Tåler vi mer dårlig nytt fra Sahel? *Dagsavisen*.
<https://www.dagsavisen.no/nyemeninger/taler-vi-mer-darlig-nytt-fra-sahel-1.1217928> [date de lecture 20.10.18].
- The Drylands Coordination Group. (s.d.). GCoZA - Un forum de coopération.
<http://drylands-group.org/francais/a-propos-du-gcoza> [date de lecture 22.06.18]
- The IDEA, (The International Institute for Democracy and Electoral Assistance). (2018). Voter turnout. <https://www.idea.int/data-tools/question-countries-view/521/208/ctr> [date de lecture 29.05.18].

- UNICEF. (s.d.) Le Mali en bref. <https://www.unicef.org/mali/french/5859.html> [date de lecture 10.05.18].
- Utenriksdepartementet. (2015). *Globale sikkerhetsutfordringer i utenrikspolitikken — Terrorisme, organisert kriminalitet, piratvirksomhet og sikkerhetsutfordringer i det digitale rom*. (Meld. St. 37 2014–2015). <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-37-20142015/id2423339/> [date de lecture 10.11.18].
- Utenriksdepartementet. (2017a). *Felles ansvar for felles fremtid — Bærekraftsmålene og norsk utviklingspolitikk*. (Meld. St. 24 2016–2017). <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-24-20162017/id2547573/> [date de lecture 01.11.18].
- Utenriksdepartementet. (2017b). *Veivalg i norsk utenriks- og sikkerhetspolitikk*. (Meld. St. 36 2016–2017). <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-36-20162017/id2549828/> [date de lecture 14.06.18].
- Utenriksdepartementet. (2017c). *Strategisk rammeverk for norsk innsats i sårbare stater og regioner*. https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/saarbare_stater/id2563780/ [date de lecture 14.06.18].
- Utenriksdepartementet. (2018). *Strategi for norsk innsats i Sahelregionen*. https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/saarbare_stater/id2563780/ [date de lecture 18.10.18].
- Vallings, C. & Moreno-Torres, M. (2005). *Drivers of Fragility: What Makes States Fragile?* London: Department for International Development.
- Voafrique.com. (2016, le 9 juin). Mali : les rebelles du HCUA jouent "un double jeu", selon Paris. <https://www.voafrique.com/a/mali-les-rebelles-du-hcua-jouent-un-double-jeu-selon-paris/3368599.html> [date de lecture 12.03.18].
- World Atlas. (2017). Where is Mali. <https://www.worldatlas.com/articles/where-is-mali.html> [date de lecture 16.05.18]